Niveau(x) d'enseignement : 0 Numéro EDUQ : 9270644
Centre d'intérêt : 950

Volcy, Marc-Yves.

Mini-trousse en éducation au développement : à l'intention des membres du réseau du CEICI / par Marc-Yves Volcy. -- Montréal : Centre d'éducation interculturelle et de compréhension internationale, 1990.
15 pièces ; 28 cm.

Dans un portefeuille. Code : A9091-SESSRES-01-007. Comprend des bibliogr.

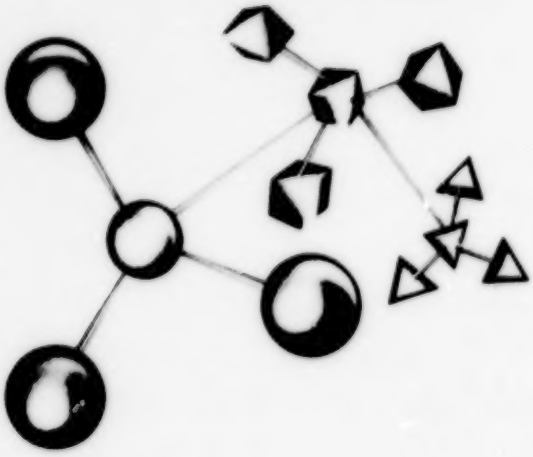
Vedette(s)-secondaire(s) : Centre d'éducation interculturelle et de compréhension internationale

Descripteur(s) : Développement • Bibliographie • Organisme • Activité d'apprentissage • Répertoire • Guide

Identificateur(s) de sujet : Education au développement

L'objectif des mini-trousses est d'instrumenter les multiplicateurs du CEICI pour leurs interventions dans le milieu. La mini-trousse comprend deux grandes parties : un dossier d'information et un dossier d'animation. Le dossier d'information est composé de quatre parties : 1- l'introduction et la présentation du thème; 2- des matériaux pour amorcer la réflexion; 3- des éléments de vocabulaire pour mieux comprendre les notions courantes; 4- quelques ressources comme supports à l'action. Le dossier d'animation présente quelques suggestions d'activités susceptibles d'aider les multiplicateurs dans leur démarche. Un extrait du **Répertoire 1988-89 de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)** fait partie de la trousse.

Type de document :

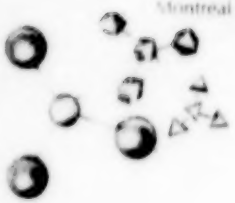


CÉICI

Centre d'éducation interculturelle
et de compréhension internationale

Centre d'éducation interculturelle
et de compréhension internationale
1923, Villeray,
Montréal (Québec) H2A 1H1

514.721.8122



A9091-SESSRES-01-007

MINI-TROUSSE
EN
ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT

À l'intention des
membres du réseau du CÉICI

par

Marc-Yves Volcy

5 octobre 1990

NOTE PRÉLIMINAIRE

Cette mini-trousse porte sur l'éducation au développement et comprend quatre grandes parties :

1) L'introduction et la présentation du thème;

2) Des matériaux pour amorcer la réflexion;

3) Des éléments pour mieux comprendre les notions courantes;

4) Quelques ressources comme supports à l'action.

L'objectif que nous visons par la production de ce matériel rejoint les visées principales de notre Projet, à savoir : sensibiliser les membres de notre réseau à l'importance de l'éducation au développement et les **instrumenter** afin qu'ils concrétisent et aident leurs collègues à concrétiser cette démarche éducative dans leur milieu.

Cette mini-trousse n'a donc pas une prétention de formation, mais bien de sensibilisation. Ce qui veut dire, objectivement, qu'elle aborde quelques questions essentielles, sans toutefois les creuser profondément. Toujours est-il que nous espérons que son contenu saura, par les diverses pistes qu'il indique, (r)éveiller chez chacun, un intérêt pour l'éducation au développement. Ce contenu, nous le proposons aussi comme un outillage ouvert, qu'on peut s'approprier, améliorer, enrichir et ajuster selon ses besoins. Ainsi, est-ce à l'utilisateur d'en faire **sa trousse.**

Enfin, que les membres de l'équipe du CéICI, Lucie Benoit, Fernand Ouellet et Paulette Vigeant, soient ici remerciés de leurs commentaires et suggestions.

ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT

SECTION I

INTRODUCTION ET PRÉSENTATION DU THEME

par

Marc-Yves Volcy

Note

Une introduction représente une des voies d'accès possibles à une question, à une problématique. Ainsi, celle qui est proposée ici n'est qu'à titre indicatif, ne sert que d'exemple. En fait, il y aura autant d'introductions qu'il y a d'animateurs et d'animatrices, étant donné le style et les ressources de chacune de ces personnes. L'essentiel est de trouver un créneau aidant à camper le sujet de manière significative pour son auditoire. Aussi est-ce important, dans ce contexte, de connaître les intérêts et les attentes de ce dernier.

Nous avons choisi, quant à nous, de souligner dans cette entrée en matière :

a) la pertinence de l'éducation au développement, ce qui revient pratiquement à répondre à la question « Pourquoi faut-il s'occuper d'éducation au développement?»;

b) une nouvelle vision, planétaire, qu'il convient de développer autour de cette éducation et qui indique des éléments de réponse à la question «Comment l'orienter?»

Sur le plan méthodologique, nous suggérons l'utilisation de quelques chiffres et tableaux sur les réalités des pays dits en développement, ainsi que d'un conte sur la notion de développement. De plus, des rétroactions devront être suscitées après la présentation de chaque partie en vue de favoriser une participation féconde et de soutenir le processus de sensibilisation.

L'éducation au développement : encore à l'ordre du jour

Le développement et l'éducation au développement ont donné lieu, au cours des trente dernières années, à une diversité d'approches théoriques et de programmes d'action visant à améliorer les conditions de vie des populations nécessiteuses, en permettant à celles-ci de subvenir à leurs besoins fondamentaux. Ces approches et ces programmes, malgré leur finalité commune, ont souvent divergé sur bien des points et ont fait ainsi l'objet de vives controverses. Certains observateurs, par exemple, ont vertement critiqué, dès le début des années soixante-dix, le caractère lié de l'aide que certains pays étaient censés apporter à d'autres. L'aide liée exigeait du pays receveur des achats de biens et de services auprès du pays donneur, si bien que la question a été posée : «Qui aide qui?».

D'autres ont dénoncé une certaine culpabilisation de l'Occident dominant induite par le tiers-mondisme pendant qu'ailleurs des voix continuaient de se réclamer de cette idéologie témoignant d'une solidarité objective avec autrui. En outre, ces voix s'élevaient contre cette forme d'éducation au développement consistant à amener le public à renouer, sous d'autres modalités, avec cette pratique «d'achat de petits Chinois». Des experts ont signalé, par ailleurs, l'échec auquel est condamné tout programme d'intervention qui ne prend pas en compte la participation du milieu en même temps que ses données culturelles, sociales, politiques et économiques. S'il doit y avoir développement, celui-ci sera en effet, orienté, défini et voulu par ses destinataires, ses bénéficiaires. Enfin, d'autres critiques du développement international ont fait montre de radicalisme en affirmant que la situation des pays défavorisés, bloqués, ne s'améliorera qu'en rompant les liens de dépendance établis entre ces pays et ceux plus nantis d'une part et, d'autre part, en faisant émaner les projets de développement de la base et non des élites locales, la plupart du temps corrompues et aux habitudes de consommation calquées sur les modèles en pays dits développés.

En tout cas, les trois décennies qui viennent de s'écouler ont été témoins d'investissements financiers et technologiques, quelquefois importants, de la part des pays du centre capitaliste, dans les pays de la périphérie. Ces actions, à vocation caritative, «salvatrices» et mises de l'avant par les décideurs politiques, sont relayées souvent, depuis une vingtaine d'années, par nombre d'organisations non gouvernementales, communément appelées ONG. Le bilan de ces différentes actions ne s'avère pas concluant toutefois. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il reste beaucoup de chemin à parcourir. Nous en voulons pour preuve les quelques chiffres et tableaux qui suivent.

Bref, le développement et l'éducation au développement n ont pas encore provoqué les effets attendus. Hormis quelques réalisations intéressantes comme l'éradication de certaines maladies endémiques, l'augmentation des récoltes céréalières dans certains pays d'Asie pour endiguer des famines autrefois inévitables.... les résultats des programmes de sensibilisation et d'action sur le terrain sont moyens, sinon médiocres compte tenu des besoins et des ressources mises en oeuvre. Cela tient certes à une pluralité de facteurs qu'il n'est pas nécessaire, ici, d'analyser. Concentrons-nous de préférence sur l'objectif à poursuivre, celui de coopérer avec d'autres populations pour qu'elles aient une existence digne et s'épanouissent comme elles l'entendent.

Les impératifs qui justifiaient l éducation au développement, il y a trente ans, demeurent. Ils se font même plus cruciaux du fait de l'accroissement des inégalités et de sa médiatisation. Les spécialistes s'accordent pour prédire, si rien n'est fait, qu'à la surface du globe, en l'an 2050, il y aura dix milliards d'habitants dont neuf milliards de sous-prolétaires de plus en plus pauvres et un milliard de privilégiés de plus en plus riches. René Dumont, agronome et écologiste mondialement connu, précise dans une entrevue accordée à P. Graveline (Nouvelles CEQ) :

> " Avant 1700, l'écart entre les régions les plus riches et les plus pauvres de la terre était de 2 à 1. Aujourd'hui l'écart est de 100 à 1 et ne cesse d'augmenter. Les gens ne vont pas accepter de crever la bouche ouverte en regardant Dallas et Dynastie à la télévision et en se disant "pourquoi eux ils ont tout et nous on a rien "..."

Le développement, à la grandeur de la planète, des moyens de communication de masse dont la télévision, raccourcit virtuellement les distances entre les peuples mais contribue à mettre en évidence objectivement les écarts qui les séparent sur le plan des biens disponibles. "Une image vaut mille mots", dit-on. L'éducation au développement, en principe, se doit d'aider à réduire ces écarts, véhiculés par les images télévisées notamment, et qui constituent, de par leur ampleur, des bombes à retardement. Finalement, ce mandat s'impose avec d'autant plus de pertinence qu'on reconnaît mutuellement que le "eux" et le "nous" sont interdépendants. Ce qui se passe chez-eux a des répercussions chez-nous et vice-versa. Le fait de nous sensibiliser aux réalités des pays en développement traduit notre vigilance face à nos propres affaires, nos décisions, nos attitudes...

Mais cette interdépendance est, par ailleurs, asymétrique en ce sens qu'elle nous favorise par rapport à eux. L'éducation au développement aura alors cette autre fonction, éthique, d'aider à trouver des moyens de rétablir une sorte d'équilibre dans les relations internationales et de donner à l'interdépendance son sens plein et véritable.

Quelques questions pour susciter des rétroactions

a) Que pensez-vous des controverses autour de la vision du développement et de l'éducation au développement, qui ont été mentionnées lors de la présentation?

b) Connaissez-vous d'autres critiques formulées à l'endroit de l'éducation au développement ou d'un de ses aspects?

c) Avez-vous d'autres chiffres ou des témoignages permettant de dégager l'état actuel des pays dits en développement ou de certains d'entre eux?

d) Quel rapport établissez-vous entre l'éducation au développement et l'éducation dans une perspective mondiale?

« Le développement sera planétaire ou ne sera pas »

(Ce conte peut être interprété par une personne ou par trois personnes dont un narrateur et deux humanoides.)

Quelque part au cours des années 1960, deux humanoides participaient à un symposium international où d éminents spécialistes présentaient des communications les unes aussi savantes que les autres autour du thème «Ressources planétaires et besoins humains». A la pause santé, entre deux gorgées de café, tout excité encore par les propos de la dernière conférencière sur l évolution sociale et fort de l abondance des ressources de toutes sortes dans son pays, l un d eux avançai

- Chez-nous, nous connaissons actuellement ... des temps bien faciles. Nous vivons une époque exaltante. D après des prévisions dignes de foi, d ici une vingtaine d années, chaque famille disposera au moins de deux voitures, pourra consommer annuellement des dizaines de milliers de kilowatts et aura sa résidence principale ainsi qu un chalet. Le niveau de vie sera extrêmement élevé et la technologie de pointe entrera dans tous les foyers, libérant de mille petites servitudes. Plus de pauvres, plus d analphabètes, plein emploi assuré, des conquêtes spatiales extraordinaires. L espérance de vie à la naissance, profitant des dernières découvertes médicales, dépassera allègrement les quatre-vingts ans.

- Wow! fit l autre humanoide, émerveillé. C est quoi votre secret? Car cela va si mal chez nous.

- Le développement, mon cher ami. Le développement. C est la locomotive de l histoire, c est ce qui fait avancer les sociétés humaines, la clé du progrès. Le développement.

Ces mots résonnèrent dans l imaginaire de l humanoide chez qui cela allait si mal, comme une commande, une quête à entreprendre de toute urgence. Ainsi, aussitôt rentré dans son pays, il fit part à ses collègues, à ses concitoyens et ses concitoyennes, des prodigieuses promesses du développement. Et tous, ensemble, partirent à sa recherche, confiants désormais qu'ils pourraient bientôt éviter les chemins de la stagnation et du marasme. Enfin, ils avaient trouvé l'étoile qui guiderait leurs pas... en avant.

«Le hasard fait bien les choses», se réjouit-on souvent. Vingt ans plus tard, les deux humanoides se rencontrèrent de nouveau dans une autre conférence internationale. A la pause santé, au même endroit où ils échangèrent jadis, comme pour poursuivre leur

conversation interrompue par tant d'espoirs à faire fructifier. l'humanoïde, chez qui on vivait des temps bien faciles, lança :

- Et puis?

- Nous cherchons encore, s'exclama l'autre, nous cherchons... Nous succombons, par contre, sous le poids de dettes énormes contractées pour soutenir les efforts d'industrialisation exigés par le développement. De nouvelles formes et de nouvelles poches de pauvreté ont apparu. L'exode a vidé presque nos campagnes. Les villes ont poussé des appendices où il manque de tout. Nous sommes très inquiets pour demain. Saurons-nous un jour rattraper la locomotive de l'histoire, comme vous disiez?

- était-ce la bonne, répliqua son interlocuteur?

- Comment cela?

- Nous nous demandons aujourd'hui si nous avons fait le bon choix. Car nos désastres, nos soucis sont légion : l'environnement, l'arsenal nucléaire, les déchets toxiques dont nous ne savons quoi faire, le gaspillage des ressources, la violence et la solitude urbaines, la dénatalité, les problèmes d'éthique posés par la reproduction artificielle...

- Beaucoup de ces questions ne nous sont pas étrangères. Vous avez néanmoins un plus sur nous : le confort économique.

- C'est là le piège. En tout cas, si c'est cela le développement, je le partage à l'instant avec qui veut bien.

- Et si c'était autre chose, nuança l'autre?

- C'est ensemble que, vous et moi, il faudra le réinventer, le redéfinir.

- Vous pouvez compter sur mon aide.

- Merci au nom des prochaines générations.

Les deux humanoïdes commencèrent alors une fructueuse collaboration en vue du développement planétaire réconciliant les humanoïdes avec eux-mêmes, avec leurs prochains et leurs lointains, et avec leur environnement. Et depuis, ils devinrent chaque jour un peu plus humains.

Marc-Yves Voicy

Niveau(x) d'enseignement : 0 Numéro EDUQ : 9270644
Centre d'intérêt : 950

Volcy, Marc-Yves.

Mini-trousse en éducation au développement : à l'intention des membres du réseau du CEICI / par Marc-Yves Volcy. -- Montréal : Centre d'éducation interculturelle et de compréhension internationale, 1990.
15 pièces ; 28 cm.

Dans un portefeuille. Code : A9091-SESSRES-01-007. Comprend des bibliogr.

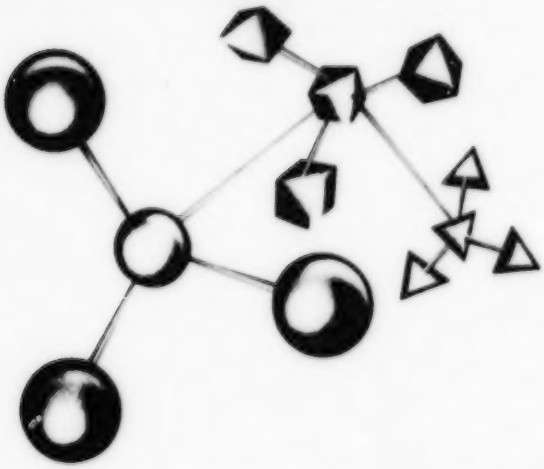
Vedette(s)-secondaire(s) : Centre d'éducation interculturelle et de compréhension internationale

Descripteur(s) : Développement • Bibliographie • Organisme • Activité d'apprentissage • Répertoire • Guide

Identificateur(s) de sujet : Education au développement

L'objectif des mini-trousses est d'instrumenter les multiplicateurs du CEICI pour leurs interventions dans le milieu. La mini-trousse comprend deux grandes parties: un dossier d'information et un dossier d'animation. Le dossier d'information est composé de quatre parties: 1- l'introduction et la présentation du thème; 2- des matériaux pour amorcer la réflexion; 3- des éléments de vocabulaire pour mieux comprendre les notions courantes; 4- quelques ressources comme supports à l'action. Le dossier d'animation présente quelques suggestions d'activités susceptibles d'aider les multiplicateurs dans leur démarche. Un extrait du ##Répertoire 1988-89 de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)## fait partie de la trousse.

Type de document :



CÉICI

Centre d'éducation interculturelle
et de compréhension internationale

ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT

SECTION II

QUELQUES MATÉRIAUX POUR LA RÉFLEXION

par

Marc-Yves Volcy

Note

Cette activité, proposée sous forme d'ateliers, a pour objectif de susciter, au moyen d'énoncés, une réflexion autour de quelques facettes de l'éducation au développement. Si nous n'avons pas eu, dans nos pratiques professionnelles, l'occasion de développer des connaissances d'experts sur le sujet, nous avons par contre des idées, des notions qu'il est opportun ici d'exprimer et de partager avec nos coéquipiers et coéquipières. Ce partage qui peut s'inspirer de la pédagogie de la coopération et qui devrait se faire sans dogmatisme, se veut source de sensibilisation et d'enrichissement mutuels.

Par ailleurs, chaque énoncé peut donner lieu à des arguments «pour» et à des arguments «contre». Alors, il est suggéré de corriger à mesure ces divers arguments qui constitueront autant de matériaux pour la réflexion, utilisables en particulier dans des interventions auprès d'autres groupes.

L'éducation au développement, comme toute démarche éducative, s'appuie sur des fondements et des pratiques. Voici quelques énoncés liés à ce thème et qui, à travers les notions utilisées, portent chacun une vision et supposent des actions concrètes.

Mandat

Il s'agit, pour chaque équipe, de procéder à l'analyse d'un de ces énoncés et de dégager au moins un argument sur lequel elle fonde son accord ou son désaccord.

Premier énoncé

L'aide internationale, parce qu'elle stimule la croissance, se présente comme une nécessité pour les pays sous-développés qui font face à toutes sortes de problèmes graves compte tenu de leur climat tropical, souvent torride et de l'attitude de leurs populations face au travail.

Êtes-vous d'accord avec cet énoncé, oui ou non? Justifiez votre réponse.

Premier énoncé - quelques repères

- La notion de "pays sous-développés" peut faire problème et s'avère inappropriée selon certains, du fait de l'idée de retard qu'elle sous-entend par rapport à d'autres, développés, qui seraient de la sorte la norme, l'étalon.

- Ces pays font face réellement à un déterminisme géographique selon certains auteurs dont Paul Bairoch (Le tiers-monde dans l'impasse, Paris: Gallimard, 1971, p.118-120). Celui-ci avise toutefois de ne pas interpréter ce déterminisme de manière étroite. Toujours est-il que son argumentation prend appui sur le fait que ces pays n'ont pas connu de révolution agricole aux XVIII[e] et XIX[e] siècles, et que cela serait dû au climat tropical qui aurait des conséquences négatives sur la fertilité des sols. D'autre part, puisque la révolution agricole a eu lieu dans des régions tempérées, les innovations, variétés de cultures nouvelles, types de semences améliorées, sélection des espèces animales, n'ont pu être transmises spontanément à des territoires jouissant d'un climat très différent.

- Le déterminisme géographique est donc à considérer dans une certaine mesure, mais il n'explique pas à lui seul le double processus, développement d'un côté et sous-développement de l'autre, fondé en réalité sur l'échange inégal. Ce processus n'a, par ailleurs, rien à voir avec «l'attitude de ces populations face au travail».

- La notion d'aide est très discutable. Beaucoup de travaux ont démontré qu'elle a surtout servi à la «recolonisation».

- Ce dont ces pays ont besoin, ce n'est pas de la croissance qui est l'augmentation de la production nationale des biens et des services, mais bien du développement dont découle la satisfaction des besoins essentiels des populations.

- Le misérabilisme de certaines descriptions peut contribuer à perpétuer certains stéréotypes négatifs sur les pays en question et empêcher ainsi d'aborder les réalités de ces derniers avec les nuances requises.

L éducation au développement, comme toute démarche éducative, s appuie sur des fondements et des pratiques. Voici quelques énoncés liés à ce thème et qui, à travers les notions utilisées, portent chacun une vision et supposent des actions concrètes.

Mandat

Il s agit, pour chaque équipe, de procéder à l analyse d un de ces énoncés et de dégager au moins un argument sur lequel elle fonde son accord ou son désaccord.

Deuxième énoncé

Certains observateurs avancent que l éducation au développement, inscrite dans le contexte scolaire, est une utopie puisqu elle s adresse à des jeunes qui n ont pas de pouvoir réel et que le développement international est une problématique de nature politique impliquant des rapports de force entre les états.

Etes-vous d accord avec cet énoncé, oui ou non? Justifiez votre réponse.

Deuxième énoncé - quelques repères

- Cet énoncé soulève toute la question de la philosophie de l'éducation. Veut-on former les jeunes à l'acceptation passive des statu quo ou veut-on, au contraire, les aider à se développer en leur donnant les moyens de "choisir" leur destin et de participer à l'action sociale dans tous ses aspects?

L'éducation au développement se doit d'amener les jeunes à réaliser que le développement international est une question interpellant d'abord et avant tout la solidarité humaine. Celui-ci s'avère trop capital pour le devenir de l'humanité pour être laissé seulement aux mains des décideurs politiques, pour ne pas s'y engager soi-même. A ce propos, les ONG apportent un contrepoids nécessaire aux gouvernements dont elles critiquent souvent l'orientation et les limites des politiques de développement international.

- Pris individuellement, les jeunes ne détiennent pas évidemment un grand pouvoir. Toutefois, en unissant leurs voix, ne constituent-ils pas une force sociale, éventuellement importante? C'est à discuter.

L éducation au développement, comme toute démarche éducative, s appuie sur des fondements et des pratiques. Voici quelques énoncés liés à ce thème et qui, à travers les notions utilisées, portent chacun une vision et supposent des actions concrètes.

Mandat

Il s agit, pour chaque équipe, de procéder à l analyse d un de ces énoncés et de dégager au moins un argument sur lequel elle fonde son accord ou son désaccord.

Troisième énoncé

L essence de l éducation au développement, c est la diffusion d informations détaillées sur les réalités économiques des pays du Tiers Monde.

Etes-vous d accord avec cet énoncé, oui ou non? Justifiez votre réponse.

Troisième énoncé - quelques repères

- Il est important que le jeune puisse organiser ces "informations détaillées" pour en faire un tout cohérent et faire les liens qui s'imposent.

- La dimension informative est certes nécessaire (il faut apprendre avant de comprendre), mais elle s'avère insuffisante compte tenu des objectifs généraux de l'éducation au développement qui sont fondamentalement de l'ordre des attitudes (ouverture sur le monde, solidarité, etc.). Transmettre des informations, ce n'est pas nécessairement faire oeuvre de formation, d'éducation. Etre renseigné sur la situation des pays en développement n'implique pas qu'on la comprenne, qu'on comprenne en quoi on est concerné, ni qu'on en soit solidaire. Autrement dit, pour reprendre une terminologie familière, l'accumulation de "savoir que" ne se traduit pas forcément par l'émergence de "savoir pourquoi" ni par la transformation des "savoir-être". Parfois même, il arrive que l'information soit distribuée de façon telle qu'elle renforce les préjugés (obstacles à l'ouverture sur autrui) plutôt que de les combattre.

- Le réel social n'est pas fait seulement de phénomènes économiques. Les données politiques, historiques et culturelles constituent aussi des éléments importants pour la compréhension du type de développement d'un pays donné.

Niveau(x) d'enseignement : 0 Numéro EDUQ : 9270644
Centre d'intérêt : 950

Volcy, Marc-Yves.

Mini-trousse en éducation au développement : à l'intention des membres du réseau du CEICI / par Marc-Yves Volcy. -- Montréal : Centre d'éducation interculturelle et de compréhension internationale, 1990.
15 pièces ; 28 cm.

Dans un portefeuille. Code : A9091-SESSRES-01-007. Comprend des bibliogr.

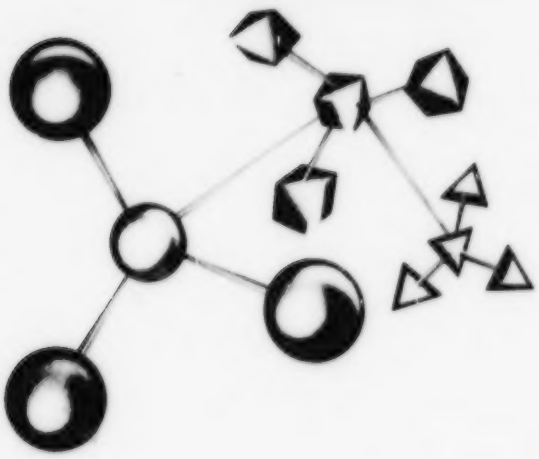
Vedette(s)-secondaire(s) : Centre d'éducation interculturelle et de compréhension internationale

Descripteur(s) : Développement • Bibliographie • Organisme • Activité d'apprentissage • Répertoire • Guide

Identificateur(s) de sujet : Education au développement

L'objectif des mini-trousses est d'instrumenter les multiplicateurs du CEICI pour leurs interventions dans le milieu. La mini-trousse comprend deux grandes parties : un dossier d'information et un dossier d'animation. Le dossier d'information est composé de quatre parties : 1- l'introduction et la présentation du thème; 2- des matériaux pour amorcer la réflexion; 3- des éléments de vocabulaire pour mieux comprendre les notions courantes; 4- quelques ressources comme supports à l'action. Le dossier d'animation présente quelques suggestions d'activités susceptibles d'aider les multiplicateurs dans leur démarche. Un extrait du ##Répertoire 1988-89 de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)## fait partie de la trousse.

Type de document :



CÉICI

Centre d'éducation interculturelle
et de compréhension internationale

ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT

SECTION III

QUESTION DE VOCABULAIRE

par

Marc-Yves Volcy

Note

Les principales notions utilisées en éducation au développement ne sont pas neutres et portent l'empreinte des visions du développement international qui leur ont donné naissance. Cette activité consiste alors à analyser quelques-unes de ces notions courantes pour en saisir le sens ainsi que les sous-entendus. Ce sera en même temps pour nous le moyen de contribuer à la construction d'un vocabulaire commun, plus conforme à la réalité.

Les définitions proposées ne sont pas coulées dans le ciment et peuvent donc être modifiées, améliorées. L'important, néanmoins, est de ne pas perdre de vue les référents majeurs qui sont en jeu.

DéFINIR L'éDUCATION AU DéVELOPPEMENT (ED)

Dans un ouvrage d'une perspicacité rare *Teaching as a Conserving Activity* le grand éducateur américain Neil Postman écrit « Les définitions.... sont des instruments pour penser. Leur autorité réside dans leur utilité, non dans ce qu'elles peuvent avoir de correct... Il est essentiel que les étudiants comprennent que les définitions sont des hypothèses, et que chacune contient un point de vue philosophique, sociologique et épistémologique particulier». Et il nomme «tyrannie de la définition» l'acceptation non critique d'une définition formulée par quelqu'un d'autre*.

Robin Burns a bien situé la question:
*«Discuter sans fin des différentes définitions peut devenir un exercice stérile. Toutes celles qui ont été données de l'éducation pour le développement traduisent bien souvent des différences fondamentales de conception, tant du développement que de l'éducation. Peut être considérée comme éducation pour le développement, si l'on cherche le plus petit dénominateur commun, toute tentative pour donner une conscience plus aigue de la diversité sociale et des raisons qui l'expliquent, en mettant spécialement l'accent sur des problèmes tels que la pauvreté, la maladie, l'analphabétisme et le chômage, particulièrement répandus dans les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Au-delà, les efforts et les intérêts divergent.»***

Nous sommes fort soulagés de n'avoir pas à nous lancer dans cet exercice non seulement stérile mais à priori impossible de la recherche d'une définition "juste" de l'ED! Au cours de notre enquête, nous n'avons pas rencontré deux personnes qui nous aient donné deux définitions semblables. Cela est normal, dans un domaine qui est aussi mouvant et qui touche à tant de domaines. Les définitions sont comme les marches d'un escalier: on en adopte une, jusqu'à ce qu'on en trouve une autre nous permettant d'aller plus haut - ou plus loin. Examinons quelques-unes des marches proposées - dont chacune implique aussi une certaine démarche, donc une méthode. Nous les livrons sans commentaires, en terminant par notre propre définition de l'ED. Chacun sera ensuite libre de construire sa propre marche d'escalier temporaire.

---

* Neil Postman, Teaching as a Conserving Activity, New York 1969, p.159-160.

** Higher Education and third world Development, FAO, Rome, 1975, cité par J. Cottinghae et M. Carl, Education pour le développement dans Documentation et Information Pédagogique, UNESCO, BIE, N° 001, 1976, p.9.

- «L'ED consiste à aider les gens à comprendre les structures d'oppression, la justice internationale, l'imbrication de l'histoire mondiale (interdépendance des pays), la libération de soi, les différentes cultures, l'humanité de tous les peuples».
(Le responsable de l'ED d'une grande organisation non gouvernementale (ONG)).

- «Notre concept de l'ED est très actif: on n'éduque pas les gens avec des brochures et des diapositives, mais en les aidant à s'organiser pour changer les structures.»
(Le responsable de l'ED d'une ONG anglaise travaillant surtout en milieu ouvrier).

- «L'ED... C'est faire payer les gens sans protester! Vous ne pouvez réussir à faire vraiment comprendre les cultures africaines aux gens. D'ailleurs ceux qui ont le plus besoin d'ED sont les gouvernements du tiers monde, leur culte est la cheminée et l'autoroute. C'est ce qu'ils adorent*.
(Journaliste et commentateur politique à la TV scandinave ayant passé plusieurs années en Afrique). «... et [illegible] tenté d'ajouter).

- «L'ED se préoccupe du changement social. C'est une façon de regarder comment les choses changent. Les buts de l'ED - contrairement à la quasi totalité des autres matières enseignées - ne sont pas académiques mais se rapportent au comportement des gens. L'ED vise à améliorer le comportement des individus - elle a une dimension fondamentalement affective».
(Le responsable du département «ED» d'une grande ONG britannique).

- «L'ED est une certaine attitude face à la vie»
(Une responsable d'un Comité national UNICEF).

- «C'est un effort conscient et systématique de conscientisation, cette dernière étant un processus par lequel on atteint la compréhension plus profonde d'une situation donnée, dans le cas présent, des rapports Nord-Sud»
(Fonctionnaire d'un ministère des A.E., responsable des relations avec les ONG).

- «C'est une prise de conscience des structures de dépendance dans tous les domaines - autant psychologiques et culturels qu'économiques. Il faut commencer par le plan économique et convaincre les gens qu'ils peuvent changer quelque chose. Changer les structures sans changer l'homme intérieur ne sert à rien.»
(Secrétaire général d'une ONG extrêmement militante sur le plan national et tiers-mondiste).

- «Je n'utiliserais même pas le mot ED, c'est aller bien au-delà des problèmes du tiers monde. L'ED, c'est voir les liens de toutes choses, c'est une perception de l'unité de l'univers.

---

* Neil Postman, Teaching as a Conserving Activity, New York 1979, p. 159-160

Il nous faudrait élaborer toute une recherche sur l'histoire des disciplines académiques et scientifiques pour montrer comme les cloisonnements, la séparation découlent de l'existence même des disciplines».

«Nous devons viser à développer un être humain qui a non seulement les qualités pour survivre mais pour être heureux... Nous devons viser des qualités plutôt que des idées.»
(une éducatrice spécialisée dans la production du matériel d'«ED» pour les écoles).

- *«L'ED c'est 50% de l'information, 50% de l'action. Il faut mobiliser les énergies, car sans action, l'ED devient une information de plus... à consommer»*
(Responsable de l'ED d'une grande confédération syndicale).

- *«Tout ce qui dans le quotidien peut servir à ouvrir l'esprit des gens à l'idée de solidarité et de fraternité.»*
(Un prêtre responsable d'une ONG d'ED de jeunes).

Terminons par notre propre définition:

- *«L'ED est une pédagogie de la participation populaire au changement réalisé dans la compréhension et le respect des liens et de la solidarité mutuelles de toutes choses .*

Et maintenant, fabriquez votre propre marche!

Extrait : Pierre Pradervand (1982), «L'éducation pour le développement dans six pays européens et au Canada», in Entwicklung Development, (revue suisse de la Direction de la coopération au développement et de l'aide humanitaire), n° 11, février.

Éducation au développement (Development education)

Activité qui visent à informer le public sur les besoins des pays en développement et les problèmes qui les concernent. Ces activités peuvent être intégrées à des programmes d'éducation ou peuvent être prises en charge par des églises, des collèges et universités, des groupes communautaires, des clubs sociaux, etc. (ACDI)

L'ED se préoccupe de la participation communautaire; elle favorise la compréhension que les habitants d'un pays sont les mieux placés pour en comprendre les problèmes et trouver les solutions les plus respectueuses des ressources et des aspiration des cultures et des priorités des populations. (Centre de recherche pour le développement international)

SOUS-DÉVELOPPEMENT

Terme apparu aux états-Unis après la Deuxième Guerre mondiale pour qualifier l'état de dénuement des pays «pauvres». état d'une économie qui, par manque de ressources ou à cause d'une productivité insuffisante, «ne permet pas à ses agents de connaître des niveaux de consommation suffisants.»

Notion quelque peu fourre-tout, difficile à circonscrire: «la plupart des pays d'Afrique sont sous-développés»; «le Nord canadien est sous-développé»; «cette personne est sous-développée». Donc le même qualificatif a des significations différentes.

«Sous-développement» sous-entend d'une certaine façon un retard par rapport à un état considéré comme normal. Quelle serait cette norme? par qui serait-elle fixée? en vertu de quels critères? «On juge qu'il y a dans tel pays un phénomène général de sous-développement en fonction d'une idée que l'on a du développement et en référence à une situation de développement atteinte par des pays dits «avancés».»

D'autre part, l'approche «sous-développement» réduit les peuples à des entités économiques et prône la primauté de l'économie comme norme pour juger globalement de la valeur d'une société et de la dignité des individus qui la composent. Cette approche n'est que descriptive et non explicative. Elle dresse, par des données statistiques et des indicateurs quantitatifs, le portrait d'un pays à un moment précis de son évolution mais se révèle incapable d'expliquer le processus qui a conduit à la situation décrite par les chiffres. Sur le plan qualitatif, ce processus est à l'origine de diverses déformations structurelles. Ainsi s'il est possible de s'adonner à quelque comparaison quantitative (PNB, taux de croissance, etc.) entre le Canada de 1950 et tel pays d'Afrique aujourd'hui, le Nigéria par exemple, la comparaison qualitative entre ces pays est tout à fait impossible. En d'autres termes, le Canada de 1950 n'est pas le Nigéria de 1990 du fait de la situation de dépendance et des distorsions structurelles que connaît ce dernier pays.

MALDÉVELOPPEMENT

Terme de plus en plus utilisé en lieu et place de sous-développement.

Fait référence à un développement mal conduit, ne permettant pas, par exemple, de répondre aux besoins essentiels d'une population donnée: travail, éducation, alimentation, santé, logement, etc.

Les pays en maldéveloppement peuvent connaître par contre une certaine croissance, mais celle-ci ne profite pas à l'ensemble de la population, aux classes laborieuses notamment, à cause de facteurs internes aussi bien qu'externes. C'est que cette croissance n'est pas articulée, intégrée. Remarquable dans tel secteur de production, cette croissance peut ne pas avoir de retombée sur les autres secteurs.

La notion de maldéveloppement a toutefois des limites dans la mesure où elle semble concerner les pays autrefois qualifiés de sous-développés. Aujourd'hui, des scientifiques comme René Dumont affirment que les pays du Nord font face, eux aussi, à un maldéveloppement dont témoignent d'ailleurs les dégâts écologiques, et qu'ils se doivent de le corriger sinon ils courent à leur perte.

TIERS MONDE

Terme générique créé en 1952 par Alfred Sauvy, géographe français, par analogie avec la notion de tiers état. ("Car enfin ce tiers monde ignoré, méprisé comme le tiers état, veut, lui aussi, être quelque chose". *Sauvy, L'Observateur, 7 août 1952*).

Fait référence à un "troisième groupe de nations, les pays neutralistes qui n'appartiennent ni au monde occidental ni au camp socialiste" (Petit Robert).

Limites: même si beaucoup des pays du Tiers Monde se déclarent non alignés, il n'en demeure pas moins qu'ils sont dans le bloc capitaliste et que leur situation est largement tributaire du développement du capitalisme à l'échelle mondiale. Donc objectivement, sur le plan de l'idéologie politique, le Tiers Monde rejoindrait le Premier Monde dont il ne serait qu'une partie regroupant spécifiquement les pays "pauvres".

Par ailleurs, passablement globalisant, le terme de Tiers Monde élude la variété des pays qui le composent ainsi que les écarts qui caractérisent ces pays quant au niveau de développement de leurs forces productives. À ce titre, certains auteurs préfèrent parler **des** Tiers Mondes.

"Synonyme pour pays en développement. Le terme a d'abord été utilisé dans les journaux français pour décrire le groupe de nouveaux états issus de la décolonisation, qui sont devenus membres des Nations Unies et qui ont obtenu la majorité à l'Assemblée générale à la fin des années 50. On appelle aussi ces pays "le Sud". (ACDI)

PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

Expression longtemps utilisée en lieu et place de l'expression «pays sous-développés», elle-même décriée et dégénérant même en pays retardés ou attardés.

Elle soutient l'idée d'un développement possible, grâce, par exemple, à l'augmentation des investissements productifs. Mais demeure la grande question: qu'est-ce le développement?

PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Expression plus frappante, plus concise que la précédente dont elle serait relativement l'équivalente.

«Désigne les pays de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine, environ 130, où se retrouvent les caractéristiques suivantes ou une partie de celles-ci : la majorité de la population vit dans la pauvreté, ce sont des paysans ou des chasseurs, il y a trop de personnes à nourrir par rapport à la nourriture disponible, peu ou pas d'industries, un taux de natalité très haut et un taux de mortalité qui baisse, une espérance de vie peu élevée, la malnutrition, peu de logements, un majorité d'analphabètes. Dans certains pays en développement, ces problèmes peuvent être très sérieux alors que dans d'autres ils le sont moins...» (ACDI)

NOUVEAUX PAYS INDUSTRIELS (NPI)

«Pays qui ont connu depuis les années 60, un taux rapide de croissance économique et une augmentation du nombre de leurs industries. Les NPI sont dans un état de transition entre les pays en développement et les économies industrialisées des pays développés. L'industrie y joue son rôle de plus en plus important mais la majorité de la population est encore pauvre et travaille dans des secteurs non industriels...» (ACDI)

PAYS A FAIBLE REVENU

Expression souvent utilisée par les institutions financières internationales comme la Banque Mondiale. Elle s'insère dans la nomenclature suivante:

- pays à faible revenu
- pays importateurs de pétrole à revenu intermédiaire (Kenya, Brésil)
- pays exportateurs de pétrole à revenu intermédiaire (Algérie, Nigéria)
- pays exportateurs de pétrole à revenu élevé (Arabie Saoudite, Libye)
- pays à économie planifiée
- pays à économie de marché.

Le critère premier y est le produit national brut (PNB), qui mesure les productions intérieure et extérieure, attribuables aux résidents, sans déduction de l'amortissement.

«Pays en développement dont le PNB par habitant a été évalué à 480 $ US ou moins en 1987.» (ACDI)

PAYS LES MOINS AVANCÉS

Nouvelle dénomination des pays les plus pauvres, qui reconnaît implicitement la diversité des pays du Tiers Monde et en même temps l'existence d'un groupe de pays plus démunis parmi les démunis.

Il n'en demeure pas moins que l'expression «moins avancés» pose problème car on est toujours tenté de demander par rapport à quoi, à qui.

«Pays en développement dont la croissance économique est très faible, le revenu par habitant est très faible et le taux d'alphabétisation peu élevé. Le terme «moins avancés» désigne une quarantaine de pays en développement dont diverses caractéristiques sont les mêmes d'un pays à l'autre, comme l'extrême pauvreté, une très mauvaise santé, de mauvais systèmes de transport et d'éducation, de sérieux handicaps géographiques et climatiques (sécheresse et désertification, risques élevés de catastrophes naturelles, pays enclavés ou régions éloignées) et des structures économiques surtout basées sur l'agriculture.» (ACDI)

DéVELOPPEMENT DURABLE

«Changement dans une société ou une économie qui vise à répondre aux besoins d'une population dans le présent sans compromettre la capacité des générations futures à combler les leurs. Par exemple, une entreprise qui plante de nouveaux arbres après en avoir coupés, tient compte du développement durable. C'est une des stratégies proposées par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement afin de prévenir la dégradation de l'environnement de la planète» — Processus de changement selon lequel l'exploitation des ressources, les projets dans lesquels l'argent est investi, les types de changements technologiques et les changements institutionnels tiennent compte des besoins futurs autant que de ceux du présent ...» (ACDI)

PÉRIPHÉRIE
vs
CENTRE

et

MÉTROPOLE
vs
SATELLITE

Périphérie vs centre et métropole vs satellite sont des «dyades» (paires de termes) qu'on retrouve souvent dans les textes de sociologie ou d'économie politique d'inspiration marxiste. Ces termes renvoient aux relations de dépendance entre les pays, ou ceux de la périphérie gravitent autour de ceux du Centre, comme les satellites autour des métropoles. Le système capitaliste mondial est alors compris comme un agrégat de rapports inégaux entre les états. Sa nature (recherche toujours plus grande de profit, de plus-value) expliquerait le fait qu'il provoque une polarisation croissante des pays.

NORD-SUD

«Terme utilisé pour décrire la division économique dans le monde entre les pays développés de l'Europe, l'Amérique du Nord et de l'Extrême-Orient et les pays en développement de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique latine». (ACDI)

Niveau(x) d'enseignement : 0 Numéro EDUQ : 9270644
Centre d'intérêt : 950

Volcy, Marc-Yves.

Mini-trousse en éducation au développement : à l'intention des membres du réseau du CEICI / par Marc-Yves Volcy. -- Montréal : Centre d'éducation interculturelle et de compréhension internationale, 1990.
15 pièces ; 28 cm.

Dans un portefeuille. Code: A9091-SESSRES-01-007. Comprend des bibliogr.

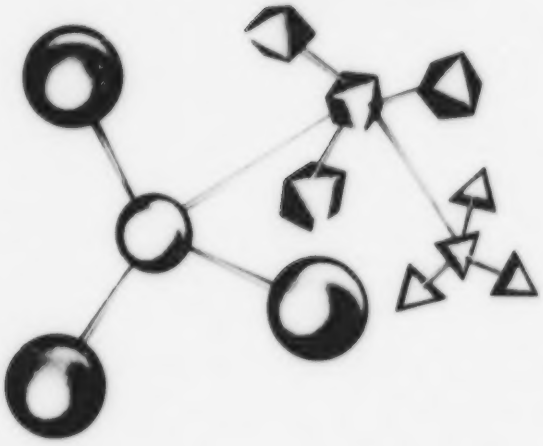
Vedette(s)-secondaire(s) : Centre d'éducation interculturelle et de compréhension internationale

Descripteur(s) : Développement • Bibliographie • Organisme • Activité d'apprentissage • Répertoire • Guide

Identificateur(s) de sujet : Education au développement

L'objectif des mini-trousses est d'instrumenter les multiplicateurs du CEICI pour leurs interventions dans le milieu. La mini-trousse comprend deux grandes parties: un dossier d'information et un dossier d'animation. Le dossier d'information est composé de quatre parties: 1- l'introduction et la présentation du thème; 2- des matériaux pour amorcer la réflexion; 3- des éléments de vocabulaire pour mieux comprendre les notions courantes; 4- quelques ressources comme supports à l'action. Le dossier d'animation présente quelques suggestions d'activités susceptibles d'aider les multiplicateurs dans leur démarche. Un extrait du ##Répertoire 1988-89 de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)## fait partie de la trousse.

Type de document :



CÉICI

Centre d'éducation interculturelle
et de compréhension internationale

ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT

SECTION IV

RÉPERTOIRE DE RESSOURCES

1. ÉLÉMENTS BIBLIOGRAPHIQUES
(disponibles au centre de documentation du CÉICI)

1.1 Références générales

Agence canadienne de développement international (ACDI)* (1990). Mini-dictionnaire du développement international. Hull: Groupe des éditions Jeunesse de l'ACDI, section française, 117 pages - section anglaise, 108 pages.

(1987) Partageons notre avenir. Hull : ACDI, section française, 96 pages - section anglaise, 94 pages.

L'état du monde, 1989-1990. Annuaire économique et géopolitique mondial. Montréal: éditions du Boréal, 637 pages.

L'état du Tiers-monde, 1987, sous la direction de Elio Comarin. Montréal: Boréal Express, 377 pages.

SAINT-ONGE, Yvon (1989). Bibliographie. Fredericton : Projet d'éducation à la solidarité internationale, p. 41-43.

STRAHAM, Rudolph (1986). Pourquoi sont-ils pauvres? Faits et chiffres en 84 tableaux sur les mécanismes du développement. Berne: A la Baconnière, nouvelle édition, 220 pages.

TOUSCOZ, Jean (1988). Atlas géostratégique. Crises, tensions et convergences. Paris : Larousse, 320 pages.

---

* Les documents de l'ACDI sont bilingues.

I.2 Ressources pédagogiques et matériel didactique

ACDI (1988), Un monde en développement. Fiches d'activités. Niveau secondaire. Hull: Direction générale des affaires publiques, 34 activités.

(1988), Un monde en développement. Fiches d'activités. Niveau primaire. Hull: Direction générale des affaires publiques, 26 activités.

(Un document d'orientation accompagne ces deux cahiers.)

(1989), La santé. Revue Sous un même soleil. Hull: éditions Jeunesse.

- Que ferais-tu...? (mise en situation, p.11)
- Sous les tropiques! (jeu, p. 12-13)

(1989), Afrique. Revue Sous un même soleil. Hull: éditions Jeunesse.

- Le casse-tête africain (jeu, p. 11).
- Paroles à explorer (jeu de proverbes, p. 23-24).

(1989), L'eau. Revue Sous un même soleil. Hull: éditions Jeunesse.

- L'"eau"-gique (jeu de mots croisés, p. 9).

(1988), Bulletin Sous un même soleil

- La corvée de l'eau (act.)
- L'eau, c'est la vie (act.)
- L'eau, c'est un droit (act.)
- Consommation d'eau douce dans une famille (act.)

ASKI-Y et la Maîtresse d'école (1988), Le Sud et le Nord: un monde branché. Montréal: Fides, 3 cahiers thématiques

- La famine sur un continent fertile
- L'Afrique rencontre l'Europe
- L'Afrique d'aujourd'hui

Atelier Sud-Nord (1986), Ressources pour une éducation à la compréhension internationale, 9 cahiers thématiques, Montréal : Atelier Sud-Nord.

Cahier de pédagogie progressiste (mars 1981). L'alimentation. La faim justifie-t-elle les moyens ?. Montréal: Les publications de la Maîtresse d'école, no 4, 176 pages.

(mars 1982). L'eau. Montréal: Les publications de la Maîtresse d'école, no 4, 144 pages.

Carrefour international (1989). Série Afrique. diverses fiches pédagogiques.

CARRIER, François et Marc HUDON (1990). Organisation géographique du monde contemporain. Manuel de l'élève. Montréal : Lidec. 287 pages.

Collectif Tiers-Monde Poitiers (1980). Le mal-développement en question. Conditions de travail des enfants dans le Tiers-Monde. Poitiers: Collectif Tiers-Monde Poitiers. 61 pages et un lot de 20 diapositives.

(1984). Le mal-développement en question. Conditions de vie des enfants dans le Tiers-Monde. Poitiers: Collectif Tiers-Monde Poitiers. 64 pages et un lot de 20 diapositives.

(1985). Le mal-développement en question. La faim dans le monde. Poitiers: Collectif Tiers-Monde Poitiers. 80 pages et un lot de 20 diapositives.

(1986). Le mal-développement en question. Au Sahel des paysans s'organisent. Poitiers: Collectif Tiers-Monde Poitiers. 77 pages et un lot de 20 diapositives.

(1987). Le mal-développement en question. Villes et bidonvilles du Tiers-Monde. Poitiers: Collectif Tiers-Monde Poitiers. 64 pages et un lot de 20 diapositives.

Comité suisse pour l'UNICEF (1985). Quitter son pays. Dossier pédagogique destiné aux enfants dès 10-12 ans. Zurich: Comité suisse pour l'UNICEF, collection "Dis-moi comment ils vivent". 17 fiches.

(1987). Le berceau du Bouddhisattva et l'espace bleu entre les nuages. Zurich: Comité suisse pour l'UNICEF, collection "Dis-moi comment ils vivent". 10 fiches.

(1988). Les contes de la Ficelle. Voyage à travers l'Amazonie. Dossier pédagogique destiné aux enfants de 10 à 12 ans. Zurich: Comité suisse pour l'UNICEF, collection "Dis-moi comment ils vivent". 15 fiches.

(1990). La flûte tsigane, peuples nomades d'ici et d'ailleurs. Dossier pédagogique destiné aux enfants dès 9 ans. Zurich: Comité suisse pour l'UNICEF, collection "Dis-moi comment ils vivent", 14 fiches.

Conseil de l'Europe (s. d.). Nord-Sud, Un seul avenir. Strasbourg: Conseil de l'Europe, Campagne publique européenne "Interdépendance et Solidarité Nord-Sud", 6 dépliants.

Groupe "Action pour la Journée mondiale de l'alimentation" des enseignants genevois. Aujourd'hui, vaincre la faim !, fiches pédagogiques de la 3e à la 8e.

Les Magasins du monde-OXFAM (s. d.). L'Eau de notre planète bleue. Dossier pédagogique destiné aux élèves dès 11 ans. Bruxelles: Les Magasins du monde-OXFAM, diverses fiches.

Comit
le d
la ré
643,
Joli
(514

Dév
563
Mor
H1T
(5

Je
B
2
(
1

Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)
821, rue Sherbrooke est
Montréal, (Québec)
H2L 1K7
(514) 597-2290

Carrefour international
5865, Christophe-Colomb,
Bureau 307
Montréal, (Québec)
H2S 2H3
(514) 272-2247

Carrefour tiers Monde
454, rue Caron, (er étage
Québec, (Québec)
G1K 6X8
(418) 647-5853

Centre d'éducation et de coopération internationale (CECI)
821, boulevard St-Cyrille ouest
Québec, (Québec)
G1S 1T4
(418) 681-2035

Ou
180, rue Ste-Catherine est
Montréal, (Québec)
H2X 1K9
(514) 875-9911

Centre de solidarité (Alma) inc.
530, rue Collard ouest,
local 206
C.P. 278
Alma, (Québec)
G8B 5V8
(418) 668-5211

Centre d'information et de documentation sur le Mozambique et l'Afrique australe (CIDMAA)
1265, rue Berri, bureau 290
Montréal, (Québec)
H2L 4X4
(514) 499-0314

Centre de ressources universitaires en développement international (CRUDI)
Pavillon Comtois, local 2106
Université Laval
Ste-Foy, (Québec)
G1K 7P4
(418) 656-2224

Centre international de solidarité ouvrière (CISO)
1415, rue Jarry est
Bureau 101
Montréal, (Québec)
H2E 1A7
(514) 274-6660, poste 305

Club 2/3
1671 boul. Henri-Bourassa est,
suite 2
Montréal, (Québec)
H2C 1J4
(514) 382-7922

Comité de solidarité de Trois-Rivières
942, rue Geneviève
Trois-Rivières, (Québec)
G9A 3X6
(819) 373-2598

Comité régional d'éducation pour le développement international de la région Lanaudière (CREDIL)
643, rue Notre-Dame
Joliette, (Québec) J6E 3J3
(514) 756-0011

Développement et Paix
5633, rue Sherbrooke est
Montréal, (Québec)
H1N 1A3
(514) 257-8711

Jeunesse Canada Monde
Bureau régional du Québec
2330, rue Notre-Dame ouest,
4e étage
Montréal, (Québec)
H3J 1N4

Jeunesse du monde
920, rue Richelieu
Québec, (Québec)
G1R 1L2
(418) 694-1222

Nous tous un soleil
7378 Lajeunesse, # 315-317
Montréal, (Québec)
H2R 2H8
(514) 279-1366

Organisation de coopération, de solidarité et de développement (OCSD)
2330, Notre-Dame ouest, bureau 200
Montréal, (Québec)
H3J 1N4
(514) 937-1614

Solidarité Québec-Amérique latine
Montréal, (Québec)
H2X 2T7
(514) 842-2463

Vidéo Tiers Monde
3575, boulevard St-Laurent,
suite 608
Montréal, (Québec)
H2X 2T7
(514) 982-0770

YMCA (sect. internationale)
1441, rue Drummond, 5e étage
Montréal, (Québec)
H3G 1W3
(514) 849-5331

5. RESSOURCES AUDIO-VISUELLES **

Agence canadienne de développement international (ACDI) (1988). Vidéothèque du développement international. bilingue. Hull : Direction générale des affaires publiques, ACDI.

Agence canadienne de développement international (ACDI) (1988). Optiques. Catalogue de films sur le développement international. bilingue. Hull : Direction générale des affaires publiques, ACDI.

Carrefour international (1988). Répertoire. Films et vidéos.

Développement et Paix (s.d.). Répertoire des ressources audio-visuelles. Montréal : Développement et Paix. 49 pages.

Carrefour international et IDERA Films (1990). L'Afrique sur film et vidéo. Un répertoire des ressources audio visuelles disponibles au Canada. bilingue. Montréal : CIDIHCA. 845-0880/6218.

** ne sont indiquées que quelques catalogues et répertoires.

Niveau(x) d'enseignement : 0 Numéro EDUQ : 9270644
Centre d'intérêt : 950

Volcy, Marc-Yves.

Mini-trousse en éducation au développement : à l'intention des membres du réseau du CEICI / par Marc-Yves Volcy. -- Montréal : Centre d'éducation interculturelle et de compréhension internationale, 1990.
15 pièces ; 28 cm.

Dans un portefeuille. Code : A9091-SESSRES-01-007. Comprend des bibliogr.

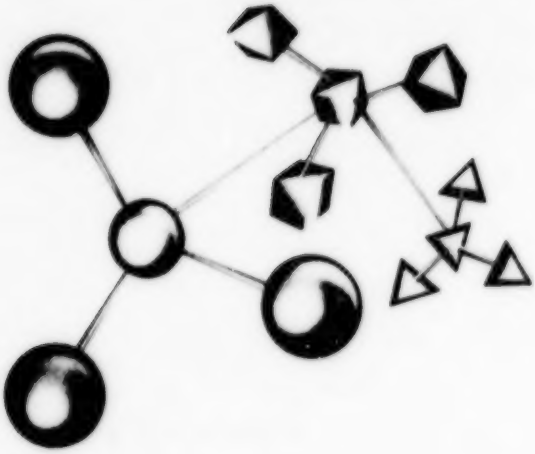
Vedette(s)-secondaire(s) : Centre d'éducation interculturelle et de compréhension internationale

Descripteur(s) : Développement • Bibliographie • Organisme • Activité d'apprentissage • Répertoire • Guide

Identificateur(s) de sujet : Education au développement

L'objectif des mini-trousses est d'instrumenter les multiplicateurs du CEICI pour leurs interventions dans le milieu. La mini-trousse comprend deux grandes parties : un dossier d'information et un dossier d'animation. Le dossier d'information est composé de quatre parties : 1- l'introduction et la présentation du thème, 2- des matériaux pour amorcer la réflexion, 3- des éléments de vocabulaire pour mieux comprendre les notions courantes, 4- quelques ressources comme supports à l'action. Le dossier d'animation présente quelques suggestions d'activités susceptibles d'aider les multiplicateurs dans leur démarche. Un extrait du ##Répertoire 1988-89 de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)## fait partie de la trousse.

Type de document :



CÉICI

Centre d'éducation interculturelle
et de compréhension internationale

Centre d'éducation interculturelle
et de comprehension internationale
1925 Villeray,
Montreal (Quebec) H2A 1H1 514 721.8122

Communique # 46

Groupe concerne : **Les membres du reseau du Québec**

Objet : **La mini-trousse**
«L'éducation au developpement durable»

Par : **Paulette Vigeant**

La mini-trousse comprend **deux parties** :

- un dossier d'information
- des suggestions pour l'animation

ossier	• Section I : Introduction et présentation de thème (Conte)		3 scenarios avec info
'information	• Section II : Quelques materiaux pour la réflexion	Communique 41	
vec elements		Communique 42	Suggestions avec info
'animation	• Section III : Question de vocabulaire	Mini-trousse de mai'89	Activités
	• Section IV : Répertoire de ressources		

Niveau(x) d'enseignement : 0 Numéro EDUQ : 9270644
Centre d'intérêt : 950

Volcy, Marc- ves.

Mini-trousse en éducation au développement : à l'intention des membres du réseau du CEICI / par Marc-Yves Volcy. -- Montréal : Centre d'éducation interculturelle et de compréhension internationale, 1990.
15 pièces ; 28 cm.

Dans un portefeuille. Code: A9091-SESSRES-01-007. Comprend des bibliogr.

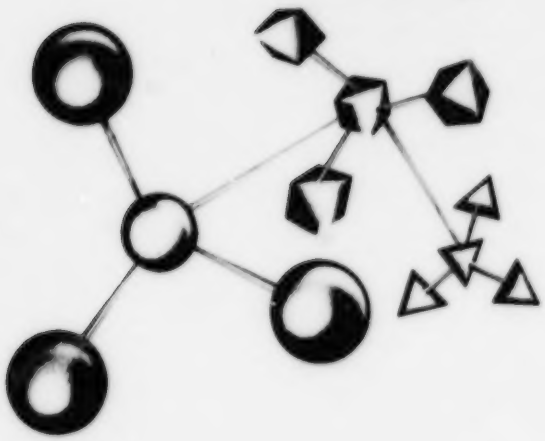
Vedette(s)-secondaire(s) : Centre d'éducation interculturelle et de compréhension internationale

Descripteur(s) : Développement • Bibliographie • Organisme • Activité d'apprentissage • Répertoire • Guide

Identificateur(s) de sujet : Education au développement

L'objectif des mini-trousses est d'instrumenter les multiplicateurs du CEICI pour leurs interventions dans le milieu. La mini-trousse comprend deux grandes parties: un dossier d'information et un dossier d'animation. Le dossier d'information est composé de quatre parties: 1- l'introduction et la présentation du thème; 2- des matériaux pour amorcer la réflexion; 3- des éléments de vocabulaire pour mieux comprendre les notions courantes; 4- quelques ressources comme supports à l'action. Le dossier d'animation présente quelques suggestions d'activités susceptibles d'aider les multiplicateurs dans leur démarche. Un extrait du **Répertoire 1988-89 de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)** fait partie de la trousse

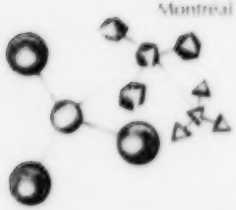
Type de document :



CÉICI

Centre d'éducation interculturelle
et de compréhension internationale

Centre d'éducation interculturelle
et de compréhension internationale
1925, Villeray,
Montréal (Québec) H2A 1H1 514 721.8122



Communiqué # 41

Groupes concernés : Les membres du réseau du Québec
Les membres du comité de gestion

Objet : Suivi de la session des 4 et 5 octobre 1990

Par : Marc-Yves Volcy, agent de recherche et de formation

MINI-TROUSSE EN ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT

La dernière session (octobre 1990) nous a permis de nous rendre compte de l'étendue et de la complexité du champ de l'éducation au développement. A cette rencontre, une mini-trousse vous a été remise, qui présente divers contenus relatifs à ce champ. Elle vise de manière générale à vous instrumenter en vue de votre mandat de multiplicateur et de multiplicatrice dans vos milieux respectifs. Il va sans dire qu'à cet effet, la maîtrise de l'outil s'avère nécessaire. Pour certains d'entre vous, c'est déjà chose acquise. Par contre d'autres, moins familiers avec la problématique et la terminologie de cette démarche éducative, apprivoiseront progressivement les contenus exposés. En tout cas, différentes évaluations soulignent la pertinence d'indiquer concrètement des pistes d'utilisation de cette mini-trousse. Principalement, c'est ce à quoi nous répondons dans ce communiqué.

Les pistes que nous identifions sont de deux ordres: premièrement, la mini-trousse comme **instrument de sensibilisation auprès de ses pairs et auprès des organismes**; deuxièmement, la mini-trousse comme **support à la pratique en classe**. A noter que ces ordres ne s'excluent pas mutuellement, dans la mesure où, par exemple, une adaptation et une expérimentation pédagogiques réussies de ce matériel ont forcément des retombées dans le milieu environnant. Celles-ci se traduisent notamment par des interventions auprès des collègues désireux, à leur tour, d'obtenir de l'information sur cette adaptation et cette expérimentation.

SENSIBILISATION AUPRÈS DE SES PAIRS ET AUPRES DES ORGANISMES

Les quatre modules ou sections de la mini-trousse sont proposés, est-il besoin de le rappeler, à titre suggestif. Aussi peuvent-ils être utilisés dans leur intégralité ou bien en partie. Des trois scenarios envisagés pour sensibiliser ses pairs, le premier se base sur l'utilisation intégrale des modules, et les deux autres sur quelques segments spécifiques seulement. D'autre part, le minutage est approximatif et devra être ajusté, bien entendu, en fonction du groupe à animer.

SCÉNARIO I

- Section I: Introduction et présentation du thème

a) L'éducation au développement: encore à l'ordre du jour[1]	15 min
b) Questions pour susciter des rétroactions	15 min
c) Conte («Le développement sera planétaire ou ne sera pas»)	5 min
d) Questions pour susciter des rétroactions	10 min
section I:	45 min

- Section II: Quelques matériaux pour la réflexion[2]

a) Travaux en ateliers	20 min
b) Plénière	20 min
c) Synthèse	5 min
section II:	45 min

- Pause 15 min

- Section III: Question de vocabulaire[3]

a) Travaux en équipes d'experts	10 min
b) Travaux en équipes de base	10 min
c) Plénière[4]	10 min
section III:	30 min

- Section IV: Répertoire de ressources: 15 min

- Évaluation et besoins de perfectionnement[5] 15 min

grand total: **2 h 30 min**

Remarque: Ce scénario mise sur les échanges interactifs et demande une préparation relativement élaborée.

SCÉNARIO II

- Section I: Introduction et présentation du thème

  a) Conte («Le développement sera planétaire ou ne sera pas») — 5 min
  b) Questions pour susciter des rétroactions — 15 min

  section I: 20 min

  Section II: Quelques matériaux pour la réflexion (voir scénario I, section II) — 45 min

- **ou**

  «Le grand village global»[6] — 45 min

- Section III: Question de vocabulaire — 15 min

- Evaluation et besoins de perfectionnement — 10 min

grand total: **1 h 30 min**

Remarque: La prise en compte des caractéristiques du groupe auquel on s'adresse devrait aider à faire un choix éclairé entre «Le grand village global» et «Quelques matériaux pour la réflexion».

SCÉNARIO III

- Conte («Le développement sera planétaire ou ne sera pas») — 5 min
- Questions pour susciter des rétroactions — 5 min
- Données chiffrées sur les pays en développement[7] — 5 min
- «Une logique à découvrir»[8] (activité sur l'interdépendance mondiale) — 10 min
- Le concept d'interdépendance[9] — 5 min

total: **30 min**

Remarque: Ce scénario met l'accent sur les notions d'interdépendance et de solidarité internationale pour construire le développement soutenable. Il veut inciter aussi à l'information et à la sensibilisation.

SUPPORT A LA PRATIQUE PÉDAGOGIQUE

Comme on l'a souvent signalé, l'éducation au développement ne constitue pas une nouvelle matière dans le curriculum. Elle est une vision appelée à colorer la pratique pédagogique en se fondant sur une approche interdisciplinaire. De la sorte, tel enseignant ou enseignante peut, dans le cadre d'une leçon donnée, favoriser l'ouverture à autrui, aider à combattre l'ethnocentrisme, faire ressortir l'importance de l'interdépendance mondiale, du respect des cultures et de la solidarité envers les peuples des pays dits en développement, et susciter une réflexion sur le type de développement mis de l'avant dans les pays industrialisés. Toutefois, l'identification, à travers les programmes d'études, de créneaux d'utilisation de la mini-trousse, ne serait pas sans intérêt. En voici quelques-uns:

Thèmes abordés	Matière	Niveau	Créneaux possibles
«Aide» aux pays en développement	Géographie du Québec et du Canada	Sec. III	Ouverture à la communauté internationale
Développement	Éducation économique	Sec. V	Économie des pays en voie de développement et liens avec les pays industrialisés
Interdépendance	Géographie générale	Sec. I	Mouvements migratoires de la population mondiale
Solidarité	Formation personnelle et sociale	Sec. I Prim. 5e et 6e	Attitude à l'égard des problèmes sociaux
Situation des enfants dans les pays en développement	Formation morale	Sec. I et II	Déclaration des droits de l'enfant
Interdépendance	Organisation géographique du monde contemporain	Sec. IV - V (option)	Internationalisation du monde actuel

Rappelons enfin que le conte peut être mis à contribution dans la plupart des programmes de français, du primaire comme du secondaire et de l'éducation des adultes, et les données chiffrées, pour des objectifs d'apprentissage en mathématiques.

Notes

1 Des informations chiffrées complémentaires seront éventuellement utiles pour étayer le propos. A cet effet, vous trouverez, à l'annexe I (2 pages), quelques brèves données générales sur les pays en développement, et un aperçu des problèmes d'endettement et de déforestation auxquels font face ces pays.

2 Erratum: section II, p.1, deuxième paragraphe, troisième ligne, remplacer «corriger» par «colliger».

3 Suggestion: faire appel à la pédagogie de la coopération, spécialement le **Jigsaw**, pour concrétiser cette partie.

4 Cette plénière devrait être source d'enrichissement des contenus des diverses fiches ainsi que de réflexion sur les notions d'éducation au développement et sur leur vision implicite.

5 Il serait, en effet, approprié d'amener le groupe à identifier ses besoins de perfectionnement, ce qui favorisera une objectivation des acquis et un suivi éventuel à cette sensibilisation.

6 Cette activité fait partie du matériel distribué lors de la première session du réseau et constitue une sorte de supplément à la mini-trousse (côté droit de la chemise).

7 Voir l'annexe I.

8 Annexe II.

9 Annexe III.

Annexe I

Données générales

Plus de **14 millions de nourrissons et de petits enfants** meurent, chaque année, des suites de la malnutrition et de maladies qui pourraient être prévenues. **40 000**, chaque jour... **1 666**, chaque heure ... 27, chaque minute.

Dans les pays pauvres le taux moyen de mortalité infantile se situe encore **au-dessus de 100 décès pour 1 000 naissances**, soit cinq fois plus que le taux moyen des pays industrialisés.

Quatre-vingts pour cent de toutes les maladies qui sévissent dans le monde sont attribuables au manque d approvisionnement en eau potable et à des conditions de vie malsaines.

L'espérance de vie au Mali est de 30 **ans inférieure** à celle du Canada.

Environ **500 millions de personnes** sont touchées par **la famine**. A peu près 40% des gens qui ont faim sont des enfants; les autres sont surtout des femmes.

Chaque année, **500 000 femmes** meurent de causes attribuées à la **grossesse...** et **99% de ces décès** surviennent dans les pays en développement.

Les femmes produisent **plus de la moitié des aliments cultivés** dans les pays en développement. En Afrique, elles assurent environ 80% de la production alimentaire. Pourtant la malnutrition est la cause de la majorité des troubles de santé des femmes des pays en développement. Source: ACDI (1987), Partageons notre avenir. L assistance canadienne au développement international, Hull: ACDI.

«La population d'âge actif du tiers-monde dépasse les 2,1 milliards d individus. En 1985, selon les estimations les moins pessimistes, **500 millions d'entre eux étaient au chômage**, sans compter ceux qui subsistent à peine grâce à la multiplication des petits métiers urbains. (...) Sans nul doute, le travail constituera au cours des prochaines décennies le problème majeur des pays les plus démunis du monde. **Or depuis le début des années quatre-vingt, la situation a tendance à empirer du fait de la récession qui frappe nombre d'entre eux et des politiques d'ajustement mises en place sous l'égide des organisations financières internationales.**» Source: Sophie Bessis (1987),«A moins d'un miracle, les chômeurs se compteront par centaines de millions à l'aube de l'an 2000», p. 125-126, in L'état du tiers monde, Montréal: Boréal Express, 377 pages.

Endettement

«Le montant global de l endettement des pays du tiers monde ne cesse de s alourdir. **En 1987, il dépasse les mille milliards de dollars'** (...) Depuis 1984, les pays du tiers monde sont exportateurs nets de capitaux: le montant de leurs remboursements excède largement les sommes reçues au titre de l aide alimentaire et des nouveaux prêts accordés (sans compter la fuite des capitaux). Et l écart se creuse: **en 1984, les pays du tiers monde ont transféré 11 milliards de dollars vers les pays du Nord (en net) ...».** Source: Élizabeth Paquot (1987), «Le prix de la dette», p. 292-293, in L état du tiers monde, Montréal: Boréal Express, 377 pages.

«En 1987, l Afrique a **reçu 16 milliards** en aide au développement mais elle a **transféré 34 milliards vers ses «donateurs»**. Dans l année fiscale 1987/1988, la Banque Mondiale a encaissé des pays en développement 3,4 milliards de plus qu elle ne leur a versé. Ces pays ont versé 15 milliards à la Banque (8,2 milliards pour remboursement du principal et 6,8 milliards d'intérêts et de commissions). Source: Guy Lafleur (1989), «Qui doit à qui, en fin de compte?», in La dette des pays du Tiers-Monde. Sortir de l impasse par de nouvelles solidarités, revue Inter-Mondes, vol.4, no 5, mars.

Environnement / Déforestation

«Ces forêts reculaient, nous disait-on récemment, au rythme de 11 millions d hectares par an. Et on concluait que si ce rythme se maintenait, elles seraient probablement totalement disparues - sauf en quelques réserves - dans 70 ans. Ce chiffre doit être augmenté d au moins 50%, nous dit Lester Brown, puisque rien qu en 1987, **on a «défriché» dans le seul Brésil huit millions d'hectares en forêts** (...) La zone forestière de l Afrique occidentale est presque partout en voie de disparition. **En Côte-d'Ivoire, on serait descendu de 15 millions d'hectares de forêts en 1950 à un ou deux millions aujourd'hui; il n'en restera bientôt plus.»** René Dumont et Gilles Boileau (1990), La contrainte ou la mort. Lettre aux Québécois sur l avenir de la planète, Montréal: Méridien, p. 123-125.

«La FAO prévoit qu entre 1982 et la fin du siècle **la Thaïlande aura perdu 60% de ses forêts, la Guinée 33%, le Nigéria et la Côte-d'Ivoire 100%, le Costa-Rica 80%, le Honduras, le Nicaragua et l'équateur au moins 50% chacun. La déforestation est causée principalement par le défrichement nécessaire à l'agriculture.»** Source: Dominique Side (1987), «Un paysage dévasté permet de survivre, mais empêche le véritable développement», in L état du tiers monde, Montréal: Boréal Express, 377 pages.

Annexe II

Interdépendance mondiale
«Une logique à découvrir»

L'interdépendance mondiale est de plus en plus marquante. En témoignent divers phénomènes touchant les pays du Nord et se répercutant sur les pays du Sud, et vice versa. Voici quelques-uns de ces phénomènes, mais ils sont placés n'importe comment. L'activité proposée consiste donc à les placer dans l'ordre logique, ce qui fera ainsi ressortir leurs interrelations.

CHAINE I

A- SUBVENTIONS A NOS FERMIERS

B- IMPACT SUR LA FABRICATION DES MÉDICAMENTS

C- DÉFORESTATION

D- CHUTE DES PRIX

E- AUGMENTATION DES EXPORTATIONS

F- DESTRUCTION DES ESPECES ANIMALES ET VÉGÉTALES

CHAINE II

A- SUBVENTIONS A NOS FERMIERS

B- DÉGATS ÉCOLOGIQUES

C- AUGMENTATION DES EXPORTATIONS

D- ENGRAIS CHIMIQUES

E- CHUTE DES PRIX

CHAINE III

A- EXODE RURAL

B- SURPLUS TRANSFÉRÉS AU SUD

C- GROSSISSEMENT DES BIDONVILLES

D- CHUTE DES PRIX

E- SUBVENTIONS A NOS FERMIERS

Annexe II (suite)

RÉPONSES

CHAINE I: A - D - E - C - F - B

Les subventions que nos gouvernements accordent à nos fermiers provoquent une chute des prix de certains produits agricoles sur le marché mondial, ce qui oblige des pays du Sud à viser une augmentation de leurs exportations agricoles pour faire face, par exemple, au service de la dette. Celle augmentation des exportations débouche possiblement sur la déforestation, facteur de destruction des espèces animales et végétales, lesquelles constituent fondamentalement le capital génétique pour la fabrication des médicaments.

CHAINE II: A - E - C - D - B

Les subventions que nos gouvernements accordent à nos fermiers provoquent une chute des prix de certains produits agricoles sur le marché mondial, ce qui oblige des pays du Sud à viser une augmentation de leurs exportations agricoles pour faire face, par exemple, au service de la dette. Cette augmentation des exportations nécessite une amélioration du rendement des terres que permet l'utilisation accrue, entre autres, d'engrais chimiques, d'où alors les risques de dégâts écologiques.

CHAINE III: E - B - D - A - C

Les subventions que nos gouvernements accordent à nos fermiers peuvent être à l'origine de la production de surplus agricoles qui sont alors transférés au Sud. Ces surplus sont de nature à bouleverser les marchés locaux en y provoquant une chute des prix de certains produits agricoles. Retirant de moins en moins de ressources de son travail agricole, les petits paysans délaissent donc leur terre (exode rural) et s'en vont vers les régions urbaines où ils grossiront les bidonvilles.

Annexe III

L'interdépendance mondiale

Le repli sur soi qui a jadis caractérisé bien des pays constitue désormais un phénomène révolu. En effet, toutes les régions de la planète sont aujourd'hui interreliées et il n'y a pas de pays qui vive en autarcie. L'émergence de telles interrelations, la plupart du temps complexes, est due à une diversité de facteurs dont l'intensification de l'integration économique régionale et mondiale, l'émergence de diverses instances internationales, le développement des moyens de communication et de télécommunication, les migrations internationales, etc.

Dans le cadre de sa mission d'information et de formation, l'UNESCO souligne que l'interdépendance croissante des peuples est à la base même de l'éducation à la compréhension internationale. Elle précise, à cet effet, que le patrimoine de l'humanité constitue un construit collectif tributaire des contributions réciproques des différentes nations.

Mais qu'est-ce donc l'interdépendance, à laquelle se réfèrent, objectivement comme un postulat, la plupart des textes traitant de compréhension internationale ? Ce concept peut être compris comme la dépendance mutuelle entre les peuples et les nations et, plus concrètement,

a) comme la situation où ce qui se passe dans d'autres pays se répercute sur la vie, les réalités d'un pays donné;

b) ou comme la situation où ce que tel pays peut ou entend faire, dépend des prises de décision, des actions et des politiques d'autres pays.

Cette interdépendance imprègne toutes les dimensions des réalités internationales : politique, économique, culturelle, écologique, etc. Il est, par contre, utile d'identifier et d'éviter certains effets pervers de l'interdépendance. Ceux-ci se produisent quand les interrelations s'avèrent inégalitaires. Dans ce cas, l'interdépendance perd son sens et devient asymétrique. A preuve, les réseaux de liens existant entre le Nord et le Sud favorisent souvent le premier groupe de pays aux dépens du second. Il convient de repenser pareille pratique de l'interdépendance, qui permet au Nord la poursuite du processus de développement et renforce au Sud «le développement du sous-développement».

L'éducation dans une perspective mondiale nous avise que le développement du Nord ne peut plus se continuer sans le développement du Sud. Centré sur l'être humain, le développement doit être saisi dorénavant comme une problématique générale, planétaire au coeur de laquelle se trouvent l'interdépendance et son corollaire, la solidarité internationale.

Marc-Yves Volcy
Agent de recherche et de formation

Niveau(x) d'enseignement : 0 Numéro EDUQ : 9270644
Centre d'intérêt : 950

Volcy, Marc-Yves.

Mini-trousse en éducation au développement : à l'intention des membres du réseau du CEICI / par Marc-Yves Volcy. -- Montréal : Centre d'éducation interculturelle et de compréhension internationale, 1990.
15 pièces ; 28 cm.

Dans un portefeuille. Code : A9091-SESSRES-01-007. Comprend des bibliogr.

Vedette(s)-secondaire(s) : Centre d'éducation interculturelle et de compréhension internationale

Descripteur(s) : Développement • Bibliographie • Organisme • Activité d'apprentissage • Répertoire • Guide

Identificateur(s) de sujet : Education au développement

L'objectif des mini-trousses est d'instrumenter les multiplicateurs du CEICI pour leurs interventions dans le milieu. La mini-trousse comprend deux grandes parties : un dossier d'information et un dossier d'animation. Le dossier d'information est composé de quatre parties : 1- l'introduction et la présentation du thème; 2- des matériaux pour amorcer la réflexion; 3- des éléments de vocabulaire pour mieux comprendre les notions courantes; 4- quelques ressources comme supports à l'action. Le dossier d'animation présente quelques suggestions d'activités susceptibles d'aider les multiplicateurs dans leur démarche. Un extrait du **Répertoire 1988-89 de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)** fait partie de la trousse.

Type de document :

Session de sensibilisation - Réseau

Volet : Éducation au développement et à la compréhension internationale

Objectifs spécifiques (du volet)

- Faire un survol de l'éducation au développement et à la compréhension internationale
- Comprendre les principes fondamentaux de cette démarche éducative
- Identifier les principales ressources pertinentes

Plan de la présentation

0 Introduction : 3 questions à travailler en groupes

1 Aperçu de l'état de la question ou «Nos élèves et les réalités internationales»

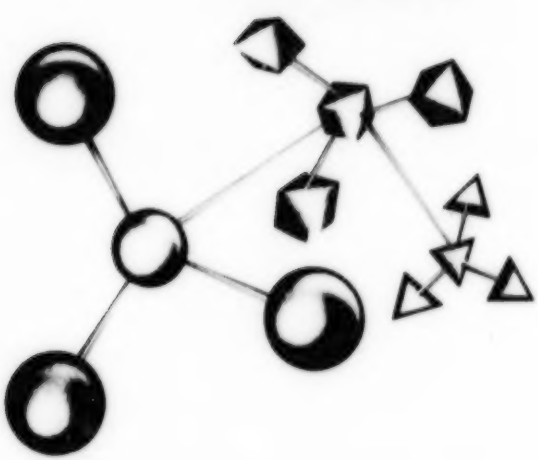
2 Les notions d'éducation au développement et d'éducation à la compréhension internationale : bref historique

3 Déblayage conceptuel et principes fondamentaux de l'éducation au développement et à la compréhension internationale

Pause

4 Activités

5 Ressources disponibles



CÉICI

Centre d'éducation interculturelle
et de compréhension internationale

Session de sensibilisation - Réseau

Volet : Éducation au développement et à la compréhension internationale

Objectifs spécifiques (du volet)

- Faire un survol de l'éducation au développement et à la compréhension internationale
- Comprendre les principes fondamentaux de cette démarche éducative
- Identifier les principales ressources pertinentes

Plan de la présentation

0. Introduction : 3 questions à travailler en groupes

1. Aperçu de l'état de la question ou «Nos élèves et les réalités internationales»

2. Les notions d'éducation au développement et d'éducation à la compréhension internationale : bref historique

3. Déblayage conceptuel et principes fondamentaux de l'éducation au développement et à la compréhension internationale

Pause

4. Activités

5. Ressources disponibles

Notes de lecture

AQOCI (mai 1983) Le monde à l'envers, volume 1, n^os 1 et 2, 28 pages

Objectif vérifier si l'école québécoise permet réellement aux enfants d'acquérir une vision plus objective des pays du Tiers-Monde.

Moyens
- étude des manuels scolaires au primaire
- sondage en secondaire IV et V

I Les manuels scolaires

Échantillon 29 manuels

3 questions
- Parle-t-on souvent des pays étrangers et plus particulièrement du Tiers-Monde ?
- De quoi est-il question lorsqu'on en parle ?
- Aborde-t-on les causes des différences économiques énormes entre les pays comme le nôtre et le Tiers-Monde ?

Résultats pertinents
- Certains manuels ignorent complètement les pays étrangers. Allusions tout de même fréquentes dans la plupart des volumes étudiés.
- Conception touristique du Tiers-Monde, i.e. centrée sur les paysages et les monuments plutôt que sur les gens.
- Beaucoup de références portent sur des histoires d'animaux (le syndrome Brigitte Bardot).
- «C'est une vision qui fait éviter toutes les situations, tous les événements qui dérangent notre tranquilité. C'est une vision des pays riches qui se satisfera de donner quelques sous pour soulager sa conscience lors des campagnes annuelles charitables. Tout le reste de l'année, on continuera à manger les bananes «Chiquita» à quelques sous le kilo sans s'inquiéter de la vie des travailleurs qui les cueillent à l'autre bout de la chaîne.»
- «C'est une vision romantique, romancée et à l'eau de rose qui empêchera toute compréhension de la réalité internationale.»

Questions-stimuli *

1 Dans mon milieu parle-t-on souvent des pays étrangers et plus particulièrement du Tiers-Monde ?

2 De quoi est-il question lorsqu'on en parle ?

3 Aborde-t-on les causes des différences énormes entre les pays comme le nôtre et le Tiers-Monde ?

---

* Ces questions sont tirées d'une étude de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) sur l'école québécoise face au Tiers-Monde. Les résultats de cette étude ont été publiés dans la revue Le monde à l'envers, volume 1, n^os 1 et 2, 1983.

Notes de lecture

AQOCI (mai 1983). Le monde à l'envers, volume 1, n^{os} 1 et 2, 28 pages.

Objectif vérifier si l'école québécoise permet réellement aux enfants d'acquérir une vision plus objective des pays du Tiers-Monde.

Moyens
- étude des manuels scolaires au primaire
- sondage en secondaire IV et V

I Les manuels scolaires

Échantillon : 29 manuels

3 questions :
- Parle-t-on souvent des pays étrangers et plus particulièrement du Tiers-Monde ?
- De quoi est-il question lorsqu'on en parle ?
- Aborde-t-on les causes des différences économiques énormes entre les pays comme le nôtre et le Tiers-Monde ?

Résultats pertinents

- Certains manuels ignorent complètement les pays étrangers. Allusions tout de même fréquentes dans la plupart des volumes étudiés.
- Conception touristique du Tiers-Monde, i.e. centrée sur les paysages et les monuments plutôt que sur les gens.
- Beaucoup de références portent sur des histoires d'animaux (le syndrome Brigitte Bardot).
- « C'est une vision qui fait éviter toutes les situations, tous les événements qui dérangent notre tranquilité. C'est une vision des pays riches qui se satisfera de donner quelques sous pour soulager sa conscience lors des campagnes annuelles charitables. Tout le reste de l'année, on continuera à manger les bananes « Chiquita » à quelques sous le kilo sans s'inquiéter de la vie des travailleurs qui les cueillent à l'autre bout de la chaîne. »
- « C'est une vision romantique, romancée et à l'eau de rose qui empêchera toute compréhension de la réalité internationale. »

II Sondage en secodaire IV et V

Échantillon : 100 élèves

4 questions avec choix de réponses

- D'ou viennent ces aliments de tondéjeûner ? (café, lait, sucre, cacao, sel, poivre, arachides, oranges, bananes, clémentines, pamplemousses, œufs, bacon, beurre)
- Tous ces pays ont connu dernièrement un conflit important, peux-tu nommer les groupes qui s'opposent dans chacun de ces conflits ? (Iles Malounes, République Arabe Sahraouie, Liban, Angola, Pologne, Nicaragua, Tchad, Namibie, El Salvador, Zimbabwe, Afghanistan, Iran)
- Quels sont les traits caractéristiques des différents peuples selon les étudiant-e-s québécois-es ? (Une liste de caratéristiques et une liste de peuples)
- Pourquoi les pays du Tiers-Monde sont-ils plus pauvres et ont-ils plus de problèmes de santé et d'alimentation que des pays comme le Canada ou les États-Unis ?

Résultats pertinents

- «Une ignorance à peu près complète des événements internationaux... une ignorance à peu près semblable des liens économiques qui nous lient au Tiers-Monde... des préjugés racistes dignes des meilleures bandes dessinées de Terzan ou de Tintin au Congo... enfin des exp' ations du monde sur lesquelles les étudiant-e-s hésitent et sont divisés illustrant ainsi simplement qu'ils n'ont pas discuté du sujet à l'école »

- «Les préoccupations face au tiers-Monde, c'est ailleurs que dans les classes qu'on les acquiert, c'est dans les groupes para-scolaires ou à la maison. Les résultats de deux étudiant-e-s qui ont «réussi» presque toutes les questions de connaissance le montrent bien »

André MONTAMBAULT (septembre 1984). Les étudiant(e)s de niveau collégial du Québec face au sous-développement économique dans le monde : une enquête. Drummondville : CEGEP de Drummondville, 101 pages.

Objectif général : Produire l'image la plus fidèle possible de la façon dont les étudiant(e)s du niveau collégial appréhendent le sous-développment dans le monde.

Objectifs spécifiques :

- Évaluer le degré de sensibilisation des étudiant(e)s à l'existence et à la réalité du sous-développement économique.
- Au-delà des connnaissances factuelles, explorer les perceptions et les attitudes étudiantes devant les nombreux aspects de cette problématique.
- Identifier, par l'analyse statistique, les facteurs pouvant influer sur le degre de sensibilisation ainsi que sur la nature et la formation des perceptions.

Moyen

Enquête statistique.

Échantillon : 290 étudiant-e-s, soit 1/5 de la population étudiante du CEGEP en 1982-1983.

Résultats pertinents

- Les étudiant(e)s ont été exposés à une information relativement abondante concernant la question du Tiers-Monde, celle-ci étant d'ailleurs souvent abordée dans leurs cours.
- Degré de sensibilisation assez élevé quant aux données les plus générales ayant trait à cette question.
- Deux étudiant(e)s sur trois suivent l'actualité, un(e) sur quatre, l'actualité internationale.

- **Connaissances approfondies**
  - Moins d'un(e) étudiant(e) sur cinq, selon la meilleure des hypothèses, possède une véritable vision d'ensemble des données de base de la problematique du sous-développement.
  - Proportion importante d'étudiant-e-s adhérant aux préjugés et manifestent un fatalisme quant aux écarts dans les conditions de vie à l'échelle de la planète.

- Attitude dominante d'ouverture et de solidarité envers les populations du Tiers-Monde

- La majorité
  reconnaissent la gravité et l'urgence des problèmes du Tiers-Monde;
  jugent utile et possible l'implication personnelle;
  rejettent toute attitude d'indifférence ou d'égoïsme économique;
  reconnaissent une certaine responsabilité de notre système économique dans la persistance du sous-développement;
  souhaitent être mieux renseignés sur la problématique du sous-développement

- Dans une proportion de un(e) pour trois, les étudiant(e)s ne croient pas à la possibilité de leur implication personnelle

Niveau(x) d'enseignement : 0 Numéro EDUQ : 9270644
Centre d'intérêt : 950

Volcy, Marc-Yves.

Mini-trousse en éducation au développement : à l'intention des membres du réseau du CEICI / par Marc-Yves Volcy. -- Montréal : Centre d'éducation interculturelle et de compréhension internationale, 1990.
15 pièces ; 28 cm.

Dans un portefeuille. Code: A9091-SESSRES-01-007. Comprend des bibliogr.

Vedette(s)-secondaire(s): Centre d'éducation interculturelle et de compréhension internationale

---

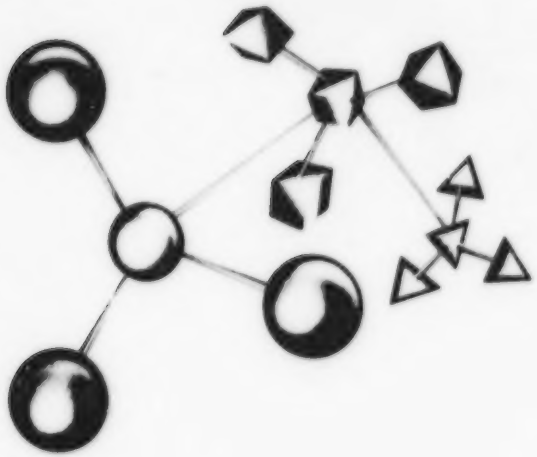
Descripteur(s): Développement • Bibliographie • Organisme • Activité d'apprentissage • Répertoire • Guide

Identificateur(s) de sujet: Education au développement

L'objectif des mini-trousses est d'instrumenter les multiplicateurs du CEICI pour leurs interventions dans le milieu. La mini-trousse comprend deux grandes parties: un dossier d'information et un dossier d'animation. Le dossier d'information est composé de quatre parties: 1- l'introduction et la présentation du thème; 2- des matériaux pour amorcer la réflexion; 3- des éléments de vocabulaire pour mieux comprendre les notions courantes; 4- quelques ressources comme supports à l'action. Le dossier d'animation présente quelques suggestions d'activités susceptibles d'aider les multiplicateurs dans leur démarche. Un extrait du **Répertoire 1988-89 de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)** fait partie de la trousse.

Type de document :

Association



CÉICI

Centre d'éducation interculturelle
et de compréhension internationale

Association
québécoise
des organismes
de coopération
internationale
(AQOCI)

Répertoire 1988-89

Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)

4205 rue St-Denis
Suite 240
Montréal, Québec H2J 2K9
Tél.: (514) 842 1024

HISTORIQUE
L'AQOCI est née de la volonté des OCI (organismes de coopération internationale) québécois de donner plus de cohérence et d'efficacité à leur action comme collectivité. C'est à l'occasion d'un colloque portant sur le Nouvel ordre économique international que les OCI décidaient de se doter d'une association. Celle-ci devait être un lieu d'échanges et de concertation entre les membres, un organe de représentation des membres auprès des gouvernements et du public en général et un lieu de services.

L'Association regroupe aujourd'hui 42 organismes.

DATE DE FONDATION: 1976

OBJECTIFS DE L'ORGANISME
L'Association existe pour soutenir le travail de ses membres et pour permettre leur développement, en s'inspirant de principes de solidarité et de coopération internationale résumés dans la Charte des principes pour un développement solidaire adoptée en 1987.

L'Association, lieu de concertation, favorise l'échange en vue d'une meilleure coordination des actions entre ses membres. Elle entend servir, promouvoir et représenter la communauté des organismes de coopération internationale œuvrant au Québec.

ACTIVITÉS À L'ÉCHELLE NATIONALE
Groupes de travail sur l'éducation au développement, sur l'analyse de la conjoncture dans le domaine du développement international. Comité québécois Femmes et développement (CQFD). Gestion de Solidarité Canada Sahel, du Fonds délégué AQOCI-Haïti et du Fonds délégué MAI-ONG (argents provenant du Ministère des Affaires internationales du Québec et destinées aux OCI). Réalisation de colloques, participation à des missions d'observation internationales. Représentation des membres auprès des gouvernements.

PUBLICATIONS DE L'ORGANISME
Inter-Mondes, mensuel d'information portant sur les activités de l'Association et de ses membres; Notes de conjoncture; Notes d'actualité (sur l'éducation au développement); Répertoire des membres; dépliants; publications spéciales.

DIRECTEUR GÉNÉRAL: M. Jacques Champagne

PRÉSIDENT DU C.A.: M. Pierre Véronneau

Collaboration spéciale [illegible]
Organisation canadienne pour l'éducation au service du développement [illegible]

Vue d'ensemble par secteurs d'activités

SENSIBILISATION DU PUBLIC

Au carrefour des cèdres
Carrefour International
Carrefour latino-américain (CLAM)
Carrefour Tiers Monde
Centre de ressources universitaires en développement international (CRUDI)
Centre de solidarité internationale d'Alma
Centre d'information et de documentation sur le Mozambique et l'Afrique australe (CIDMAA)
Centre international de solidarité ouvrière (CISO)
Comité régional d'éducation pour le développement international de la région Lanaudière (CREDIL)
Entraide missionnaire inc.
Le Projet Faim
Le Vidéographe
Mouvement des étudiantes et étudiants chrétiens du Québec (MECQ)
Mouvement québécois pour combattre le racisme (MQCR)
Nous Tous Un Soleil
Solidarité Québec - Amérique latine (SQAL)

SENSIBILISATION DU PUBLIC PRIORITAIREMENT ET SOUTIEN DE PROJETS

Carrefour canadien international
Carrefour de solidarité internationale de Sherbrooke
Centre d'études arabes pour le développement (CEAD)
Club 2/3
Comité de solidarité Tiers Monde de Trois-Rivières
Coopération nord-sud en éducation
Jeunesse Canada Monde
Jeunesse du monde
Société québécoise de solidarité internationale (SQSI)
YMCA (section internationale)

FINANCEMENT ET/OU SOUTIEN DE PROJETS EXCLUSIVEMENT:

Action Matadi-Luozi inc.
Assistance médicale internationale (AMI)
Collaboration santé internationale (CSI)
Organisation canadienne pour l'éducation au service du développement (OCEDE)

SOUTIEN DES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT PRIORITAIREMENT ET SENSIBILISATION DU PUBLIC

Association canadienne d'aide à l'enfance
Association des collèges communautaires du Canada (ACCC)
Centre Amistad de solidarité internationale de la région de l'amiante (CASIRA)
Centre canadien d'études et de coopération internationale (CECI)
Club 2/3 inc.
Entraide universitaire mondiale du Canada (EUMC)
Le Cardinal Léger et ses Œuvres (CLO)
Organisation canadienne pour la solidarité et le développement (OCSD)
Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix (OCCDP)
OXFAM-Québec
Plan Nagua
SOCODEVI
SUCO

ACTIVITÉS DE SECOURS ET D'URGENCE

Assistance médicale internationale (AMI)
Association canadienne d'aide à l'enfance
Au carrefour des cèdres
Entraide universitaire mondiale du Canada (EUMC)
Organisation canadienne pour la solidarité et le développement (OCSD)
Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix (OCCDP)
OXFAM-Québec

PROGRAMMES D'ENVOI DE VOLONTAIRES ET DE COOPÉRANTS ET AUSSI PROGRAMMES D'ÉCHANGES CULTURELS

Carrefour canadien international (CCI)
Centre Amistad de solidarité internationale de la région de l'amiante (CASIRA)
Centre canadien d'études et de coopération internationale (CECI)
Entraide universitaire mondiale du Canada (EUMC)
Jeunesse Canada Monde
Organisation canadienne pour la solidarité et le développement (OCSD)
SUCO

2376 rue Quesnel
Montréal, Québec H3J 1G5
Tél.: (514) 932 3961

HISTORIQUE
En 1980, les nombreuses détresses par lesquelles passaient les peuples du Moyen-Orient, en particulier depuis qu'a éclaté le drame du Liban, ont amené un petit groupe de gens de Montréal à se demander si les ONG d'éducation et de coopération internationales se souciaient d'inclure systématiquement cette région du monde dans leurs programmes. Réponse négative. Par contre, de nombreuses ONG à Montréal ont suggéré de créer un organisme à cet effet. Au Carrefour des Cèdres répond à cette suggestion.

DATE DE FONDATION: 1981

OBJECTIFS DE L'ORGANISME
Promouvoir la solidarité internationale active de la population avec les populations en détresse et sous-développées du Moyen-Orient.

PROGRAMMES DE SENSIBILISATION
Programmes d'éducation et de conscientisation au vécu de ces populations et aux problèmes socio-économiques et socio-culturels dans lesquels elles se débattent. Programmes d'entraide et de coopération par le financement de projets de réhabilitation-reconstruction et de développement socio-économique.

Objectifs: informer la population sur les situations concrètes, les causes et les mécanismes de situations historiques et actuelles qui sont à la base de la détresse et du sous-développement des populations du Moyen-Orient. Étudier les solutions qui peuvent être applicables. Former des personnes et des groupes à s'engager dans des actions concrètes. Travailler à modifier des mentalités, des attitudes et des comportements.

ACTIVITÉS À L'ÉCHELLE NATIONALE
Conférences sur le Liban et le Moyen-Orient, séminaires judéo-islamo-chrétiens, soirées de conscientisation, levée de fonds en vue des projets de coopération et d'éducation, promotion d'activités communes avec d'autres organismes.

ACTIVITÉS OUTRE-MER
Financement de projets agricoles et de projets de réhabilitation et de développement communautaire: santé et soins, éducation professionnelle et alphabétisation, industries artisanales. Aide aux personnes réfugiées, handicapées et orphelines.

PUBLICATIONS DE L'ORGANISME: Films sur le Liban et un bulletin (3/an).

PERSONNEL: 4 membres permanents. Des bénévoles occasionnels et continus.

DIRECTRICE GÉNÉRALE: Madame Leyla Raphaël

PRÉSIDENT DU C.A.: M. Roger Olivier Beauchemin

6665, Christophe-Colomb, bureau 307
Montréal, Québec H2S 2H3
Tél.: (514) 272 2247

HISTORIQUE
Carrefour international voit le jour en 1965 dans le but d'être un centre d'accueil, d'animation, de rencontres pour les étudiants et les étudiantes de l'étranger qui arrivent au Québec ou qui y sont de passage.

Par la suite, Carrefour international s'est donné comme mandat d'être un organisme d'éducation parallèle offrant une information plus complète, plus adéquate, différente, sur les réalités socio-économiques des pays en voie de développement.

DATE DE FONDATION: 1965

OBJECTIFS DE L'ORGANISME
Carrefour international cherche à favoriser une meilleure compréhension des enjeux du développement international; à établir des liens entre la problématique du Nord et du Sud; à encourager les Québécois à s'impliquer davantage dans la solidarité internationale.

ACTIVITÉS À L'ÉCHELLE NATIONALE
Carrefour privilégie plusieurs types d'intervention:
• distribution de films et de vidéos au Canada français,
• organisation de colloques, conférences, tournées, soirées de solidarité, semaines de cinéma, expositions.

PUBLICATIONS DE L'ORGANISME
Répertoire annuel des films et vidéos. Ciné-fiches. Guides pédagogiques. Dossiers thématiques: agro-alimentaire, mal-logés et sans-abri, etc.

PERSONNEL: 3 membres permanents.

DIRECTRICE: Madame Yolande Geadah

PRÉSIDENT DU C.A.: M. Qaisar Samak

Carrefour latino-américain (CLAM)

6837, rue St-Denis
Montréal, Québec H2S 2S3
Tél : (514) 271.8207

HISTORIQUE
Le CLAM s'est détaché de la Mission Catholique Latino-américaine, afin de pouvoir accompagner l'exilé latino dans toutes les dimensions de sa vie. Tandis que d'autres organismes se préoccupent de l'accueil, du dépannage du nouvel arrivant, le CLAM ambitionne de rejoindre le latino dans ses besoins profonds, une fois la période d'établissement terminée.

DATE DE FONDATION: 1981

OBJECTIFS DE L'ORGANISME
Vivre au Canada, pour un exilé, est un défi de taille dont il ignore les mécanismes. Il a besoin des autres latinos et des québécois pour s'intégrer à la société. Et c'est l'objectif du CLAM de soutenir son intégration.

ACTIVITÉS À L'ÉCHELLE NATIONALE
Notre plan d'action comprend, à la fois, la sensibilisation à la problématique de l'immigrant, la solidarité avec les ONG et l'accueil de la clientèle. Nos secteurs d'intervention touchent la santé, le travail, le système scolaire, la famille, la jeunesse, la culture, la recherche sociologique, la croissance personnelle et dans la foi, etc..

ACTIVITÉS À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE
Appui donné aux peuples de l'Amérique latine
• quand les droits de la personne sont violés
• quand les dimensions des besoins sociaux des peuples dépassent les limites des ressources disponibles auprès des divers organismes et institutions.

PUBLICATIONS DE L'ORGANISME
À travers les médias du milieu

PERSONNEL: 5 membres permanents

DIRECTEUR GÉNÉRAL: M. Marcel Quirion, o.m.i.

PRÉSIDENT DU C.A.: M. Luis A. Giribaldo

Carrefour Tiers Monde

454, rue Caron, 1er étage
Québec, Québec G1K 8K8
Tél : (418) 647 5853

HISTORIQUE
Carrefour Tiers Monde est un organisme de solidarité internationale qui œuvre dans la région de Québec. Il a été fondé en 1969 à l'initiative d'une dizaine d'organismes de coopération internationale de la région qui voulaient mettre en commun un certain nombre de services. C'est une association sans but lucratif, dûment accréditée.

DATE DE FONDATION: 1969

OBJECTIFS DE L'ORGANISME
Sensibiliser d'abord la population de la région de Québec aux situations vécues par les peuples du Tiers Monde.

Travailler à l'intérieur de regroupements provinciaux ou nationaux à développer la solidarité entre les peuples.

Apporter son soutien et sa participation à différentes initiatives de solidarité internationale.

Publier des dossiers sur des thèmes relatifs au Tiers Monde.

Soutenir des comités de solidarité.

Offrir des sessions de formation sur le Tiers Monde.

Faire des activités d'information à travers les médias régionaux.

PROGRAMME DE SENSIBILISATION
Travaille sur différents pays d'Amérique latine ou d'Afrique surtout.
Travaille à l'aide d'un petit centre de documentation sur différents thèmes: sous-développement, faim dans le monde, racisme, droits humains, éducation, militarisation, etc.

PUBLICATIONS DE L'ORGANISME
Dossiers conjoncturels. Un calendrier mensuel d'activités.
«Le Carrefour information»

PERSONNEL: 6 membres permanents

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: M. Roger Saucier

PRÉSIDENTE DU C.A.: Madame Monique Couture

Centre de ressources universitaires en développement international (CRUDI)

Pavillon Comptois, local 2106
Université Laval
Ste-Foy, Québec G1K 7P4
Tél.: (418) 656.2224

HISTORIQUE
Le CRUDI est créé en 1981 sur l'initiative d'un groupe d'étudiants et professeurs de l'Université Laval, suite à l'absence d'un organisme universitaire traitant de coopération, du développement international et de sa problématique.

OBJECTIFS DE L'ORGANISME
Informer et sensibiliser la communauté de l'Université Laval et la population en général sur:

la décolonisation, le développement et le sous-développement, la faim dans le monde et l'alimentation, les luttes populaires, le désarmement, les conflits politiques et armés, les droits de la personne, le rôle fondamental de la femme et leur processus de développement, le dialogue multiculturel, l'agriculture et le monde rural, l'environnement et ressources naturelles, les immigrants et les réfugiés, l'enfance et la jeunesse, la religion et sociétés, les mondes autochtones, l'éducation, la santé, la population, l'urbanisation, la science et la technologie, etc;

permettre aux membres de la population universitaire d'échanger entre eux et avec les personnes ressources sur des thèmes inhérents à la solidarité, la coopération,le développement international et sur des thèmes autres que ceux abordés par le CRUDI durant l'année.

ACTIVITÉS À L'ÉCHELLE RÉGIONALE
Centre de documentation, cafés-rencontres, congrès, colloques, tables-rondes, conférences, chroniques dans les journaux universitaires et de la région de Québec, participation à la Semaine d'agriculture sur le campus universitaire et autres activités de sensibilisation et d'information. Campagne de recrutement et de financement. Projets d'échanges entre étudiants et professeurs d'universités. Projets de coopération et de développement.

PERSONNEL
Coordonnateur: M. Jaime Siles

PRÉSIDENT DU C.A.: M. Yvon Bolduc

Centre de solidarité internationale (Alma) Inc.

530 rue Collard ouest, local 206
C.P. 278
Alma, Québec G8B 5V8
Tél : (418) 668 5211

HISTORIQUE
Mis sur pied à l'automne 1978 à l'initiative d'une coopérante de la région de retour d'Amérique latine, le Centre de solidarité internationale est un organisme populaire sans but lucratif, voué à l'information et à la conscientisation de la population du Saguenay-Lac-St-Jean aux réalités des peuples exploités du Tiers Monde. L'objectif premier fut donc de mettre sur pied une série de moyens pour la réalisation d'une solidarité entre les peuples d'ici et d'ailleurs.

La première équipe fut celle de Développement et Paix. D'autres équipes permanentes se sont jointes, telles Amnistie internationale et Jeunesse solidarité internationale. Actuellement, le comité Pan-Terre rose travaille sur les liens femmes et développement.

DATE DE FONDATION 1978

OBJECTIFS DE L'ORGANISME
Soutenir les revendications des peuples du Tiers Monde dans la prise en charge de leur développement; regrouper les organismes, groupes et individus du Saguenay-Lac-St-Jean préoccupés du mal-développement des peuples du Tiers Monde; favoriser une entraide commune dans les actions de solidarité entre les membres de l'association; organiser des activités d'information et d'éducation populaire à l'endroit des peuples du Tiers Monde; organiser des campagnes de mobilisation de fonds en faveur des peuples du Tiers Monde.

ACTIVITÉS À L'ÉCHELLE RÉGIONALE
Animation d'équipes et de comités de solidarité, utilisation de divers médias d'information, activités d'éducation, sessions de formation, centre de documentation. À chaque année, un tour du lac St-Jean, à vélo, est organisé au profit d'un pays du Tiers Monde.

ACTIVITÉS OUTRE-MER
Réalisation annuelle de petits projets de développement.

PUBLICATIONS DE L'ORGANISME
Bulletin d'information interne (4/an) «Inform-Nations»

PERSONNEL
3 membres permanents à temps plein et 1 membre permanent à demi-temps.
Une centaine de militant-e-s.

COORDONNATEUR M. Gervais L'Heureux

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL M. André Fortin

Centre d'information et de documentation sur le Mozambique et l'Afrique australe (CIDMAA)

1265, rue Berri, suite 290
Montréal, Québec H2L 4X4
Tél. : (514) 499 0314

HISTORIQUE
Le CIDMAA a été mis sur pied en 1982. C'est un centre de ressources polyvalent sur l'Afrique australe, sur les expériences de développement des pays indépendants de la région, sur les luttes populaires et les mouvements de libération qui s'y mènent, sur les expériences en solidarité internationale avec les peuples africains.

Le CIDMAA est constitué d'une coalition d'organismes québécois et canadiens qui travaillent en solidarité avec l'Afrique australe. Il est animé par une équipe de personnes-ressources spécialisées sur l'Afrique australe dans les domaines de l'animation, la documentation, la recherche, l'information, la traduction.

DATE DE FONDATION 1982

OBJECTIFS DE L'ORGANISME
Le CIDMAA développe un ensemble varié de programmes destinés à outiller les organismes et les personnes sur diverses facettes de la réalité de l'Afrique australe.

Animation: en collaboration avec le réseau québécois et canadien d'organismes qui travaillent en solidarité avec l'Afrique australe, le CIDMAA organise plusieurs activités tels des ateliers, séminaires, conférences, rencontres d'information.

Information: le CIDMAA dispose d'un fonds documentaire unique sur les pays et les peuples d'Afrique australe. Un grand nombre de publications spécialisées y sont concentrées.

Recherche: le CIDMAA anime des équipes de chercheurs spécialisés sur divers thèmes concernant l'Afrique australe.

Coopération: le CIDMAA gère des programmes d'échanges et de coopération avec certains organismes et institutions d'Afrique australe dans le but de renforcer les liens de solidarité.

PUBLICATIONS DE L'ORGANISME
Revue «Afrique» (4/an). Mensuel «Afrique information».
Bulletin Femmes «UMAMA» (bi-mestriel).
Dossiers, brochures, pamphlets ad hoc sur l'Afrique australe.

PERSONNEL
4 membres permanents à temps plein. Plusieurs bénévoles.

COORDONNATRICE: Madame Salvadora Garcia

PRÉSIDENT DU C.A.: M. Paul Bélanger

Centre international de solidarité ouvrière (CISO)

1415, rue larry est
Montréal, Québec H2E 2Z4
Tél.: (514) 374 6660

HISTORIQUE
Le Centre international de solidarité ouvrière (CISO) a été mis sur pied dans le prolongement de la Conférence internationale de solidarité ouvrière qui s'est tenue à Montréal en juin 1975. Cette Conférence avait permis de réunir des travailleurs et des représentants de mouvements de libération d'Afrique, du Moyen-Orient, d'Amérique latine, des Caraïbes et du Québec afin de tirer ensemble des leçons de luttes menées par les participants dans leur pays respectifs.

Le CISO oriente particulièrement son action d'éducation, d'information et de solidarité internationale à l'intérieur du mouvement syndical québécois. Son conseil d'administration regroupe la CEQ, la CSN, le Conseil central des syndicats nationaux de Montréal, l'Association Québec-Palestine et SUCO.

DATE DE FONDATION: 1975

OBJECTIFS DE L'ORGANISME
Développer la solidarité internationale en renforçant les liens entre travailleurs québécois et travailleurs d'autres pays (surtout dans le Tiers Monde, mais aussi en Europe et aux États-Unis). Développer cette solidarité par l'information, l'éducation mais aussi par des contacts directs (tournées de syndiqués d'Amérique latine, d'Afrique... ici, organisation de stages pour syndiqué-e-s québécois-es au Nicaragua, à Cuba) et par l'établissement de liens entre organisations syndicales québécoises et étrangères.

ACTIVITÉS À L'ÉCHELLE NATIONALE
Le CISO réalise ses objectifs à travers 4 sortes d'activités:
1. la formation (sessions régionales sur les suites du colloque «La dette extérieure des pays du Tiers Monde»); tournées avec dirigeants syndicaux;
2. l'information;
3. les stages (au Nicaragua) et les missions (Chili, Afrique);
4. les gestes de solidarité: soutien financier à des organisations du Tiers Monde; campagne de boycottage, organisation de colloques ou de conférences internationales;
5. campagne de parrainage de prisonnières politiques chiliennes.

PUBLICATIONS DE L'ORGANISME
Dossiers «Solidarité». Bulletin «Amérique centrale» (6/an). Publications ad hoc.

PERSONNEL: 2 membres permanents. Quelques bénévoles.

SECRÉTAIRE EXÉCUTIVE: Madame Clotilde Bertrand

Club 2/3 inc.

10 770, rue Chambord
Montréal, Québec H2C 2R8
Tél.: (514) 382 7922

HISTORIQUE
Le Club 2/3 est né en septembre 1970 au Collège Marie-Victorin. Cinq jeunes et l'animateur de pastorale se réunissaient dans le but de s'informer des problèmes de la misère et de la pauvreté dans le monde. Prenant conscience que les 2/3 de l'humanité souffrent de sous-développement, le groupe prit le nom de Club 2/3. Le club fit très tôt ses premiers pas sur la voie publique. On parle depuis de la «Marche 2/3».

En 1974, il débordait les cadres de l'institution qui l'avait vu naître et s'en émancipait. En 1976, il obtenait son statut d'organisme incorporé.

DATE DE FONDATION: 1970

OBJECTIFS DE L'ORGANISME:
Organiser, soutenir, stimuler, animer des groupes dans les écoles, cégeps et autres groupes structurés.
Éducation à la coopération et au développement international.
Solliciter et recruter des fonds. Recevoir, étudier, promouvoir, réaliser des projets de développement.

ACTIVITÉS À L'ÉCHELLE NATIONALE
Concours, publications, productions audio-visuelles, Marche 2/3, colloques et séminaires.

ACTIVITÉS OUTRE-MER
150 projets annuels touchant les secteurs de développement communautaire, santé, éducation, agriculture, eau potable, transport, habitation, coopérative.

PUBLICATION DE L'ORGANISME: «Le Club 2/3» (4/an)

PERSONNEL: 18 membres permanents

DIRECTEUR GÉNÉRAL: M. Robert Craig

PRÉSIDENT DU C.A.: M. André Franche

Comité régional d'éducation pour le développement international de la région Lanaudière (CRÉDIL)

643, rue Notre-Dame
Joliette, Québec J6E 3J3
Tél.: (514) 756-0011

HISTORIQUE
Des membres de Rallye Tiers Monde Joliette constataient qu'il y avait place dans la région pour une autre forme d'éducation du public, concernant les questions liées au développement international.

De plus, des éducateurs engagés dans la sensibilisation des étudiants aux problèmes du Tiers Monde avaient besoin de se donner des instruments de formation et de critique de leur action.
C'est alors qu'en novembre 1975, il y eut la formation du Comité régional d'éducation pour le développement international au cours d'une assemblée générale de Rallye Tiers Monde Joliette.

DATE DE FONDATION: 1976

OBJECTIFS DE L'ORGANISME

Travailler à l'éducation, au développement international et à la solidarité internationale. Promouvoir des engagements concrets pour introduire la justice dans les rapports entre les peuples. Regrouper les personnes de la région préoccupées par la réalisation de telles tâches. Il est important de signaler que CRÉDI-Lanaudière se veut le tremplin entre les différents comités, les organismes à l'œuvre dans la région et le public, dans la sensibilisation au développement et à la solidarité internationale.

ACTIVITÉS À L'ÉCHELLE RÉGIONALE
Sessions de formation pour une population moins sensibilisée afin d'y créer un lien d'existence entre le Tiers Monde et ici. Lien de solidarité aux différents comités permanents dans la région. Rencontres-échanges sur la problématique femmes et développement. Publication d'articles de journaux. Soirées d'information sur des sujets d'actualité de type international. Activités diverses sur le désarmement. Soupers internationaux. Tournées de personnes-ressources. Centre de documentation.

PUBLICATIONS DE L'ORGANISME
Feuillet mensuel «À l'heure internationale». Bulletin de liaison (2/an).

PERSONNEL: 4 membres permanents à temps partiel.

COORDONNATEUR: M. Claude Gilles.

PRÉSIDENT DU C.A.: M. Luc Ferland.

Entraide missionnaire inc.

15, rue de Castelneau ouest
Montréal, Québec H2R 2W3
Tél.: (514) 270 6089

HISTORIQUE
Dans les années 40, des procureurs de mission de diverses communautés religieuses se regroupent en vue d'étudier des problèmes concrets d'intérêt commun. À partir de 1958, l'Association des procureurs de mission est incorporée et prend le nom d'Entraide missionnaire. En 1967, l'organisme se dote d'un secrétariat permanent et au début des années 70, l'Entraide missionnaire procède à la révision de ses objectifs, s'insère davantage dans l'activité missionnaire d'ici et prend peu à peu sa physionomie actuelle.

DATE DE FONDATION: 1958

OBJECTIFS DE L'ORGANISME
Organisme de base, autonome, qui vise à répondre aux besoins de formation, d'information et de réinsertion des personnes qui œuvrent dans les églises locales étrangères. De plus, c'est un service aux missionnaires au niveau de l'information, de l'assistance technique, de l'éducation, de l'évaluation et des échanges. Il se veut un carrefour de regroupements.

ACTIVITÉS À L'ÉCHELLE NATIONALE
Congrès annuel. Sessions intensives de formation et programme de formation missionnaire. Colloques, service de consultation en développement. Service de documentation et de librairie. Retraites. Laïcat missionnaire.

PUBLICATIONS DE L'ORGANISME
Bulletin de l'Entraide missionnaire (4/an). Journal «Saint-glé» (3/an). Publication de dossiers ad hoc.

PERSONNEL: 8 membres permanents

DIRECTRICE Madame Suzanne Loiselle

PRÉSIDENTE DU C.A. Madame Suzanne Loiselle

920, rue Richelieu
Québec, Québec G1R 1L2
Tél.: (418) 694 1222

HISTORIQUE
Jeunesse du Monde est un organisme non gouvernemental (O.N.G.) d'éducation et de coopération internationale. Fondé en 1959 par Mgr N.A. Labrie comme Service Missionnaire des Jeunes, il devient en 1970, Jeunesse du Monde. Dès 1972, l'organisme finance des projets outre-mer qui deviennent des outils d'animation et d'éducation. En 1978, jusque là rattaché à la Propagation de la Foi, Jeunesse du Monde devient un organisme autonome avec incorporation civile et conseil d'administration. Aujourd'hui, Jeunesse du Monde rassemble plusieurs milliers de jeunes francophones regoupés en clubs dans les écoles secondaires, cégeps et paroisses du Canada.

DATE DE FONDATION: 1959

OBJECTIFS DE L'ORGANISME
Former des jeunes à devenir des citoyen-ne-s responsables et à s'engager dans: • la lutte contre le racisme • la promotion de la paix internationale • la justice entre les peuples • la défense des droits humains, analyser avec eux-elles les causes du mal développement ici et au Tiers Monde, participer à des actions de solidarité, soit au niveau de projets de coopération en lien avec des partenaires du Tiers Monde, soit dans notre propre pays en lien avec des groupes qui travaillent à orienter le gouvernement canadien vers la justice internationale.

ACTIVITÉS À L'ÉCHELLE NATIONALE
Campagnes d'information et d'éducation autour de thèmes; sessions de formation; contacts et échanges avec des jeunes d'ici et du Tiers Monde, des immigrants, des Amérindiens, des réfugiés...; expériences vécues comme missionnaires dans différents pays du monde; camps de jeunes qui proposent des contenus de solidarité; appui à des projets de coopération dans différents pays du monde; revue «Jeunes du Monde» qui offre aux jeunes diverses chroniques à contenu international; production de matériel audio-visuel en lien avec les campagnes d'éducation; activités culturelles multiples.

ACTIVITÉS OUTRE-MER
Financement de projets principalement dans les domaines de l'éducation formelle et informelle, de l'agriculture et des droits humains, en lien avec des groupes de jeunes. Stages d'immersion au Tiers Monde pour les jeunes.

PUBLICATIONS DE L'ORGANISME
Revue «Jeunes du Monde» (8 numéros/année). Dossiers thématiques et pédagogiques. Pour 88-89: À contre courant, pour un meilleur développement; À l'abri de la peur, la vie est bien meilleure; Contre l'apartheid qui avilit, prends parti; La paix... dans le coffre à jouets comme au sommet des nations; Villes fleuries ou bidonvilles?

PERSONNEL
6 personnes au bureau national, 24 coordonnateurs-trices régionaux-ales.

DIRECTRICE: Madame Nicole Riberdy

PRÉSIDENTE DU C.A.: Madame Nicole Riberdy

Le Vidéographe inc.

4550, rue Garnier
Montréal, Québec H2J 3S7
Tél.: (514) 521 2116

HISTORIQUE
Le Vidéographe a été fondé en 1971 par l'ONF pour permettre à la population d'expérimenter les nouveaux équipements de vidéo légers. L'hypothèse de base était la suivante: «Les gens ont peut-être quelque chose à dire; la vidéo est peut-être un moyen sur eux de le dire».

La première partie de l'hypothèse s'est vérifiée et des centaines de vidéos ont été produits principalement par des groupes populaires et des organismes communautaires sans but lucratif. Par contre, il est devenu évident que la seule connaissance du maniement des appareils ne suffisait pas à assurer un produit final susceptible d'intéresser le public. En 1973, le Vidéographe est devenu un organisme autonome, incorporé, sans but lucratif. Il a progressivement modifié sa formule de façon à fournir le support d'équipes techniques et d'équipes de réalisation aux organismes qui ont des projets de production. En 1982, le secteur Vidéo international a été créé et le Vidéographe est devenu membre de l'AQOCI afin de réaliser et de diffuser des documents vidéo d'éducation au développement en collaboration avec les organismes de coopération internationale.

DATE DE FONDATION: 1971

OBJECTIFS DE L'ORGANISME
Promouvoir l'utilisation de la vidéo comme outil d'animation et d'information sociale. Produire et diffuser des émissions vidéo éducatives en collaboration avec les ONG. Offrir des programmes de formation en vidéo.

ACTIVITÉS À L'ÉCHELLE NATIONALE
Diffusion et distribution de documents vidéo par la télévision et les réseaux à circuit fermé; participation à des festivals et manifestations vidéo; location d'appareils et de salles de montage; cours de formation vidéo; consultation et aide à la production et au montage; production; service de vidéothèque, salles de visionnement et lecteur tri-standard.

ACTIVITÉS OUTRE-MER
Tournages sur les activités des OCI québécois et canadiens outre-mer; reportages et documentaires sur la situation internationale; cours de formation vidéo dans les pays du Tiers Monde; consultation et animation pour l'intégration de l'audio-visuel dans des programmes de développement sur le terrain.

PUBLICATIONS DE L'ORGANISME: Catalogue des productions et des services offerts. 600 vidéos, dont une quarantaine du le développement.

PRÉSIDENT DU C.A.: M. Richard Angers

PERSONNEL
11 membres permanents, dont 1 personne à la section internationale. Une trentaine de techniciens et réalisateurs-trices pigistes. Une quinzaine de bénévoles.

COORDONNATEUR DES ACTIVITÉS: Intérim : Marc Paradis

RESPONSABLE DE LA SECTION INTERNATIONALE: Madame Suzie Beaulieu

Mouvement des étudiantes et étudiants chrétiens du Québec (MECQ)

5323, rue Brébeuf
Montréal, Québec H2J 3L8
Tél : (514) 523 0810

HISTORIQUE
En 1971, le projet «Évangélisation et solidarité» de quelques prêtres des Missions Étrangères vise à regrouper des étudiants et des étudiantes du milieu collégial et universitaire afin de promouvoir l'engagement dans leur milieu, en solidarité avec les peuples du Tiers Monde, à la suite de Jésus-Christ. En 1972, une prise en charge s'effectue par les membres du mouvement qui prend pour nom «Yanick». En 1978, «Yanick» devient le MECQ et est accepté comme membre du Mouvement international des étudiants et des étudiantes catholiques (MIEC).

DATE DE FONDATION 1972

OBJECTIFS DE L'ORGANISME
Promouvoir l'engagement et la prise en charge en milieu collégial et universitaire en solidarité avec les plus démunis ici et au Tiers Monde.

Contribuer à développer des militants et des militantes qui ont une pratique de solidarité internationale autonome, et tout à la fois intégrée à leurs pratiques dans leur milieu. Contribuer à développer des solidarités tangibles et réelles entre nos luttes d'ici et les luttes semblables menées par les gens du Tiers Monde pour se libérer des situations et des mécanismes d'oppression et de domination.

ACTIVITÉS À L'ÉCHELLE NATIONALE
Depuis 1983-84, le MECQ détermine un thème central autour duquel s'articulent ses activités en solidarité internationale. Cette année, un des thèmes majeurs portera sur la coopération internationale. Interventions de formation en sessions nationales du MECQ: on tente de susciter une compréhension accrue des problèmes de développement et des gestes concrets de solidarité. Les équipes locales du MECQ suscitent de la formation et des gestes de solidarité dans leur cégep ou université.

PUBLICATION DE L'ORGANISME «Implic» (4/an)

PERSONNEL
2 membres permanents à temps plein, 6 membres permanents à temps partiel.

COORDINATION NATIONALE (collégiale) Réal Gendron et Johanne Paquette

COMITÉ DE COORDINATION (COCO) Formé d'une dizaine de personnes.

Mouvement québécois pour combattre le racisme (MQCR)

1415 est, rue Jarry
Montréal, Québec H2E 2Z4
Tél.: (514) 374 6660

HISTORIQUE
Le Mouvement québécois pour combattre le racisme dont le congrès de fondation s'est tenu le 1er décembre 1978, est l'aboutissement d'un travail de préparation conduit auparavant au sein d'un regroupement appelé Comité québécois de liaison contre le racisme. C'est d'ailleurs ce comité qui organisait à Montréal, en mai 1978, un premier colloque portant sur le racisme et la discrimination raciale tant au Québec qu'à l'étranger.

DATE DE FONDATION: 1978

OBJECTIFS DE L'ORGANISME
Le MQCR est animé par l'objectif suivant: lutter contre toutes les formes de discrimination raciale et combattre les manifestations de racisme et leurs causes.

Le MQCR se propose donc de réaliser toute activité susceptible de favoriser une plus grande compréhension et égalité de droit et de fait entre tous les êtres humains; d'établir un programme d'action et d'intervention permettant d'augmenter l'impact des actions et des prises de position de ses membres, notamment concernant la situation des femmes, les autochtones, l'immigration, l'éducation, le travail, etc.; d'échanger de l'information sur les situations où se manifeste le racisme; d'établir des relations et des échanges avec d'autres organismes œuvrant pour les mêmes objectifs.

ACTIVITÉS À L'ÉCHELLE NATIONALE
Recherches et études sur plusieurs réalités de notre propre société. Conférences annuelles. Tournées et présentation auprès des médias autour des thèmes concernant le racisme et l'éducation interculturelle.

PUBLICATION DE L'ORGANISME
Actes des colloques et des conférences organisés régulièrement. Dossiers pédagogiques («Tout l'monde du monde» «Combattre le racisme»). En '86, cahier d'auto-formation des maîtres à l'éducation interculturelle pour le primaire. En '87, cahier de perfectionnement en éducation interculturelle pour les professeurs du niveau collégial. En '88, étude-synthèse sur le racisme et actes du colloque «Immigration, racisme, pluralisme».

COORDONNNATRICE: Madame Ginette Brochu

PRÉSIDENTE DU C.A.: Madame Lise St-Jean

Nous Tous Un Soleil

1115 est, boul. Gouin
Montréal, Québec H2C 1B3
Tél.: (514) 381 9410

HISTORIQUE
La fondation de cet organisme procède de l'initiative de deux femmes, alors responsables d'un comité culturel à une école à pédagogie ouverte de la C.E.C.M. Interpellées par le caractère multi-ethnique du Québec contemporain et les inégalités Nord-Sud, ces parentes ont voulu d'abord sensibiliser les élèves de l'élémentaire aux réalités quotidiennes des enfants d'ailleurs. L'action de Nous Tous Un Soleil s'est, par la suite, peu à peu élargie pour toucher aujourd'hui les élèves du secondaire, les enseignants et les parents, et viser des objectifs d'éducation interculturelles aussi bien que d'éducation à la coopération internationale.

DATE DE FONDATION: 1982

OBJECTIFS DE L'ORGANISME
Rendre la personne disponible à établir des relations interpersonnelles valables et ce, peu importe les différences. Favoriser la convivance entre les individus de cultures diverses qui composent notre société. Encourager les personnes à réaliser à leur mesure une première action concrète et responsable de solidarité internationale.

ACTIVITÉS À L'ÉCHELLE NATIONALE
Programme d'animation dans les écoles élémentaires. Formation aux coopérants. Sensibilisation au niveau du secondaire aux problèmes de l'Afrique. Formation aux parents.

DIRECTRICE GÉNÉRALE: Madame Norma Lopez-Therrien

PRÉSIDENT DU C.A.: Madame Anne Giguère

Solidarité Québec-Amérique latine (SQAL)

3575, boul. St-Laurent, local 406
Montréal, Québec H2X 2T7
Tél.: (514) 842 2463

HISTORIQUE

Au début des années 70, un grand intérêt a commencé à se manifester au Québec pour l'Amérique latine, notamment à l'égard du Chili. C'est avec l'objectif de développer des échanges avec des organisations populaires et syndicales, et aussi celui d'apprendre des expériences d'éducation populaire en Amérique latine, que le SQAL fut mis sur pied.

De par son travail de formation, d'information et de solidarité, le SQAL s'est développé comme groupe-ressources sur l'Amérique latine, particulièrement dans le domaine des communications.

DATE DE FONDATION 1973

OBJECTIFS DE L'ORGANISME

Promouvoir la solidarité internationale des Québécois avec les peuples d'Amérique latine: en réalisant un travail d'information sur l'Amérique latine; en réalisant un travail de formation sur l'Amérique latine, notamment (mais pas exclusivement) auprès des multiplicateurs, des responsables et des animateurs des comités d'éducation au développement et des groupes de solidarité; en développant des échanges avec des organisations populaires et des institutions (centre de documentation et de recherche) en Amérique latine; en réalisant certaines campagnes d'appui matériel, financier ou politique à des organismes ou des groupes en Amérique latine; en favorisant la concertation des ressources et des groupes qui réalisent un travail de solidarité avec l'Amérique latine au Québec.

ACTIVITÉS À L'ÉCHELLE NATIONALE

Diffusion large de ses productions radiophoniques et journalistiques. Cours d'espagnol. Sessions de formation. Centre de documentation, etc.

PUBLICATIONS DE L'ORGANISME

Mensuel d'information «Ici l'Amérique latine», publié par une table de concertation de 7 organismes sous la coordination du SQAL. Émissions de radio: série «Connaissez-vous Lucien Gagnon», et autres. Divers documents et dossiers ponctuels.

PERSONNEL 7 membres permanents à temps partiel. Plusieurs bénévoles.

COORDONNATRICE Madame Renée Lussier

Niveau(x) d'enseignement : 0 Numéro EDUQ : 9270644
Centre d'intérêt : 950

Volcy, Marc-Yves.

Mini-trousse en éducation au développement : à l'intention des membres du réseau du CEICI / par Marc-Yves Volcy. -- Montréal : Centre d'éducation interculturelle et de compréhension internationale, 1990.
15 pièces ; 28 cm.

Dans un portefeuille. Code : A9091-SESSRES-01-007. Comprend des bibliogr.

Vedette(s)-secondaire(s) : Centre d'éducation interculturelle et de compréhension internationale

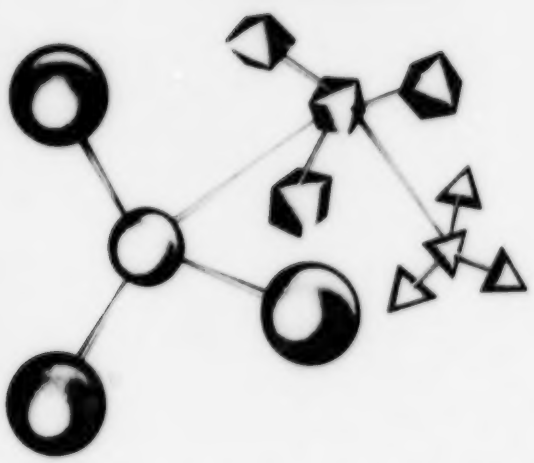
---

Descripteur(s) : Développement • Bibliographie • Organisme • Activité d'apprentissage • Répertoire • Guide

Identificateur(s) de sujet : Education au développement

L'objectif des mini-trousses est d'instrumenter les multiplicateurs du CEICI pour leurs interventions dans le milieu. La mini-trousse comprend deux grandes parties : un dossier d'information et un dossier d'animation. Le dossier d'information est composé de quatre parties : 1- l'introduction et la présentation du thème; 2- des matériaux pour amorcer la réflexion; 3- des éléments de vocabulaire pour mieux comprendre les notions courantes; 4- quelques ressources comme supports à l'action. Le dossier d'animation présente quelques suggestions d'activités susceptibles d'aider les multiplicateurs dans leur démarche. Un extrait du **Répertoire 1988-89 de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)** fait partie de la trousse.

Type de document :



CÉICI

Centre d'éducation interculturelle
et de compréhension internationale

UNESCO. L'éducation pour la compréhension internationale. Exemples et suggestions à l'usage des maîtres. Paris, Unesco, 1959, 133 pages.

CHAPITRE PREMIER

LES DÉBUTS DE L'ÉDUCATION POUR LA COMPRÉHENSION INTERNATIONALE : QUELQUES IDÉES DIRECTRICES :

De nombreuses publications ont déjà traité des buts de l'éducation pour la compréhension internationale et de son importance dans la préparation à la vie. Pourtant, il ne semble pas inutile de rappeler ici quelques-uns des grands textes qui recommandent cette forme d'éducation ainsi que quelques-uns des principes directeurs dont l'expérience a démontré l'intérêt.

La Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme et l'Acte constitutif de l'Unesco expriment les espoirs et les aspirations de millions d'hommes; mais ces espoirs et ces aspirations seront déçus si les nations n'apprennent pas à vivre et à coopérer au sein d'une communauté pacifique. Ces documents, dont les gouvernements signataires se sont engagés à respecter les clauses, proclament que l'éducation, à tous les degrés, a un rôle capital à jouer dans l'édification d'un monde pacifique par la compréhension internationale.

L'article 26 (§ 2) de la Déclaration universelle des droits de l'homme stipule que « l'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Elle doit favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations et tous les groupes raciaux ou religieux, ainsi que le développement des activités des Nations Unies pour le maintien de la paix ».

On lit de même dans le préambule de l'Acte constitutif de l'Unesco que « ...les États signataires de cette convention, résolus à assurer à tous le plein et égal accès à l'éducation, la libre poursuite de la vérité objective et le libre échange des idées et des connaissances, décident de développer et de multiplier les relations entre leurs peuples en vue de se mieux comprendre et d'acquérir une connaissance plus précise et plus vraie de leurs coutumes respectives ».

Ces textes, dont les termes ont été choisis pour leur universalité, énoncent clairement les buts essentiels de l'éducation pour la compréhension internationale. Pour aider les enseignants et les éducateurs à acheminer l'humanité vers ces grands objectifs, l'Unesco a convoqué de temps à autre des comités d'experts à qui elle a demandé de formuler les principes directeurs à observer en cette matière et de désigner les domaines du savoir et les attitudes d'esprit les plus propres à contribuer aux progrès de la compréhension internationale.

Un groupe de membres du Conseil exécutif de l'Unesco, chargé par le Conseil d'étudier cette question, a élaboré un texte [1] dans lequel il s'est efforcé de préciser en quoi consiste l'éducation pour la compréhension internationale. Tout programme de cet ordre devrait, y lit-on :

« 1. Faire comprendre les raisons profondes qui expliquent, dans le passé et dans le présent, la diversité des modes de vie des différents peuples, de leurs traditions, de leurs traits principaux de caractère, de leurs problèmes et des solutions qu'ils y ont apportées;

« 2. Faire comprendre que la civilisation repose sur un ensemble de dettes réciproques entre les nations, en insistant sur l'interdépendance des peuples;

« 3. Faire comprendre que tous les progrès intellectuels, techniques et moraux des différents peuples, à travers les âges, constituent peu à peu un patrimoine commun à toute l'humanité. Si le monde reste divisé par des intérêts et des passions politiques, l'interdépendance des peuples s'affirme pourtant chaque jour dans tous les domaines. Une organisation internationale du monde est non seulement nécessaire, mais elle est maintenant possible;

« 4. Faire comprendre qu'il est du devoir et de l'intérêt des États de coopérer au sein des organisations internationales, quelles que soient leurs différences de doctrines et de styles de vie;

« 5. Faire comprendre que les engagements librement souscrits par les États membres des organisations internationales n'auront de valeur que dans la mesure où les peuples y apporteront leur concours actif et efficace;

« 6. Faire comprendre qu'une communauté internationale conçue selon l'esprit de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme rend indispensable la formation d'un civisme international;

« 7. Aider les peuples, et notamment la jeunesse, à prendre conscience de leurs responsabilités vis-à-vis de cette communauté et de la paix;

« 8. Encourager chez l'enfant le développement de saines dispositions à l'égard de la société, en vue d'une meilleure compréhension et d'une meilleure coopération internationales. »

Un comité de quatorze personnalités appartenant au monde de la culture et de l'éducation et dont chacune représentait un pays différent a été constitué pour conseiller le Directeur général de l'Unesco sur « les principes et les méthodes de l'éducation pour la compréhension et la coopération internationales ». Dans l'introduction de son rapport [1], ce comité pose le problème et en esquisse la solution dans les termes suivants :

« Il est malaisé de trouver un type d'éducation permettant aux peuples du monde de se comprendre et de travailler en commun au bien de tous. Si le monde s'est rétréci, le monde intérieur de chacun s'est prodigieusement élargi, l'exposant ainsi à des tensions et à des angoisses qui risquent d'influencer profondément son comportement envers son prochain et plus encore envers les étrangers...

« Aux prises avec les problèmes suscités par ces forces, ces tensions, ces craintes, l'éducateur, qu'il s'occupe d'enfants ou d'adultes, doit faire face à des tâches nouvelles, d'une ampleur insoupçonnée. Il faut non seulement élargir et varier les possibilités techniques de chacun, mais se préoccuper sans cesse de reporter du groupe restreint à des groupes de plus en plus larges et enfin au monde tout entier des attitudes et des valeurs qui assurent à l'homme une vie convenable dans une société complexe. L'un des moindres problèmes n'est pas celui des relations à établir entre les droits et les devoirs envers la nation d'une part, et les droits et les devoirs envers la communauté internationale d'autre part. Il serait vain, dangereux même, de se dissimuler l'existence de tels conflits. Mais, et c'est là la véritable tâche de l'éducateur, il est possible et nécessaire d'enseigner qu'on peut être un bon citoyen de son pays en même temps qu'on est citoyen du monde et que, s'il n'est pas tenu compte de l'intérêt supérieur, l'intérêt national lui-même en souffrira. »

Bien que toutes ces idées aient pris corps et aient été acceptées dans une ambiance internationale, ceux qui ont étudié la question dans un contexte national tendent à l'envisager sous un jour à peu

1. *Rapport du Directeur général sur l'activité de l'Organisation (avril 1951 - juillet 1952)*, chap. VIII, p. XXI-XXII. (Documents Unesco 7 C/3.)

1. Documents Unesco ED/126, Paris, 1955.

pres identique; les appels adressés aux maîtres, aux éducateurs et aux parents, tous responsables — à des degrés qui varient selon le régime de l'enseignement dans chaque pays — de l'éducation des enfants, se fondent souvent sur des principes fort semblables. L'auteur d'une brochure destinée au corps enseignant britannique [1] définit comme suit les qualités qu'il convient de cultiver chez les membres « d'une communauté mondiale homogène reposant sur la coopération » :

« Ces qualités ne sont que le prolongement de celles qu'on attend, dans n'importe quel pays, d'un bon citoyen. Ce sont notamment :

« Le souci des autres;

« Le dévouement à l'intérêt général, allant jusqu'au sacrifice des intérêts personnels immédiats;

« La volonté et le courage de servir des fins justes par des moyens légitimes;

« L'acceptation de la vérité, à quelque moment et de quelque manière qu'elle se révèle;

« L'aptitude à penser clairement, indépendamment et sans préjugés;

« L'esprit critique;

« La tolérance à l'égard de toute opinion honnête, mais l'intolérance envers le mal, l'égoïsme, la malhonnêteté sous toutes leurs formes;

« Le souci de ne rien revendiquer pour soi-même qu'on ne soit prêt à accorder à autrui;

« Le sentiment d'être personnellement responsable, pour une part, du bon aménagement de la vie collective;

« Le respect de la personne humaine, sans distinction de classe, de race et de couleur;

« L'aptitude à se représenter les conséquences qu'un acte ou une ligne de conduite peuvent avoir pour des personnes très éloignées de son milieu immédiat. »

De nombreux programmes d'enseignement de l'histoire, de la géographie, et d'autres matières contiennent des éléments qui peuvent servir de base à l'éducation pour la compréhension internationale. Mais les maîtres qui, conscients de l'importance de cette éducation, ont tenté d'y adapter leurs programmes d'enseignement savent que cela ne suffit pas : la compréhension et le respect des droits de la personne humaine, le sens de la justice et de la responsabilité, l'esprit critique et l'absence de préjugés — en d'autres termes, de saines attitudes envers autrui — importent davantage et seraient sans doute plus durables que les connaissances dont procèdent ces attitudes.

1. E. B. Castle, *Education and World Citizenship*, Council for Education in World Citizenship, London.

Pour développer de telles attitudes, il n'est pas nécessaire de bouleverser le programme ordinaire de travail ni de modifier profondément les normes et les objectifs de l'enseignement. En fait, on pourra se contenter d'enrichir la matière des cours habituels et d'ajouter des « dimensions » nouvelles aux disciplines qui figurent dans les programmes normaux. Loin de modifier les fins de l'éducation ou de nuire à sa qualité, un enseignement ainsi conçu est de nature à rehausser considérablement la valeur éducative de tout ce que l'élève fait en classe.

Certaines des expériences pédagogiques les plus réussies parmi celles dont traite cette brochure ont exigé un remaniement profond des programmes et des horaires. Or un tel remaniement n'est pas toujours possible, même à titre d'essai, et il exige parfois plus de temps et de ressources que le maître n'en a à sa disposition. Aussi donnerons-nous d'autres exemples pour montrer comment on peut profiter des occasions qu'offrent le programme ordinaire et la vie scolaire quotidienne, pour développer chez les élèves des attitudes favorables à la compréhension internationale.

Il est communément admis que les méthodes actives constituent le meilleur moyen d'apprendre aux enfants à se servir des connaissances qu'ils ont acquises; les recherches individuelles ou collectives, la libre discussion, la faculté d'exposer une opinion personnelle et de la défendre dans un débat, la rédaction d'un rapport ou d'un essai sur un sujet choisi et d'autres activités du même genre encouragent l'élève à réfléchir par lui-même, à distinguer le vrai du faux et à asseoir son jugement sur des faits.

L'expérience de la vie sociale que confère l'appartenance à la communauté scolaire jette les bases de la compréhension, notamment lorsque l'organisation scolaire crée une atmosphère d'harmonie et de confiance, et lorsque maîtres et élèves coopèrent; les contacts individuels (rencontres et entretiens) avec des étrangers, sont, d'après les maîtres, un précieux moyen d'éveiller l'intérêt de l'enfant pour d'autres pays.

Un manuel destiné au personnel enseignant australien [1] présente comme un élément capital de la compréhension internationale

1. Australian National Advisory Committee for Unesco, *Education for International Understanding, a source unit for teachers of Australian children aged 14-18 years*, Sydney, 1957.

l'aptitude à considérer le reste du monde et tous ses habitants comme appartenant à la même communauté que soi, et à dire « ici » et « nous » au lieu de « là-bas » et « eux ». Si l'on en juge le déroulement et les résultats des expériences pédagogiques dont il sera question dans les pages qui suivent, il semble qu'on puisse amener l'enfant à adopter peu à peu cette manière de voir en lui montrant dans ses études comment s'est constituée la collectivité dont il fait partie et comment d'autres peuples, dans d'autres pays, ont peu à peu élaboré leur mode de vie actuel. En dépit de différences manifestes d'aspect physique, d'habitudes, de coutumes, d'évolution économique et de niveau de vie, l'élève comprendra que dans le monde entier tous les hommes ont les mêmes besoins et aspirations, le même désir de liberté, des possibilités de dévouement, des affections familiales, des dons d'expression artistique et d'autres qualités typiquement humaines.

L'étude des problèmes communs à l'ensemble du monde, celle des organisations internationales qui travaillent à les résoudre et de l'apport des divers pays au progrès des arts, celles, enfin, des sciences et de l'économie aideront à saisir la notion d'interdépendance, et à comprendre pourquoi, au stade actuel de l'histoire, les nations ne peuvent plus demeurer dans l'isolement mais doivent rechercher un mode de vie qui soit à l'échelle du monde.

CHAPITRE II

L'ENSEIGNEMENT RELATIF AUX NATIONS UNIES

Sans la compréhension, l'intérêt et l'appui du grand public, l'organisation internationale instituée par les Nations Unies pour servir la paix dans le monde perdrait toute force, toute signification, et la Charte des Nations Unies deviendrait lettre morte.

Mais c'est dans les écoles qu'il convient de préparer les futurs adultes à une telle compréhension, et c'est pourquoi, dès 1947, l'Assemblée générale des Nations Unies invitait les États membres de l'Organisation à encourager dans leurs écoles l'étude des buts et des principes, ainsi que de la structure et des activités de cette organisation et des institutions spécialisées.

Les rapports adressés depuis lors par de nombreux gouvernements à l'Organisation des Nations Unies et à l'Unesco montrent que l'on comprend de mieux en mieux combien il importe de donner aux écoliers — les adultes de demain — un enseignement relatif aux Nations Unies; ils traitent en outre — et ceci se rattache plus directement à l'objet de la présente étude — des méthodes et du matériel employés pour cet enseignement. Dans un nombre croissant de pays, les instructions officielles invitent régulièrement les directeurs d'écoles primaires et secondaires à inclure dans le programme des études un enseignement relatif aux Nations Unies. Parmi les moyens employés dans les différents pays pour favoriser cet enseignement figurent : la publication de nouveaux manuels où il est question de l'œuvre des Nations Unies, l'élaboration de plans de leçons ou d' « unités de travail » organisées autour de ce thème, la fourniture aux écoles de matériel spécial, etc.

Deux constatations sont particulièrement intéressantes. La première est que cet enseignement, qui consistait primitivement en une étude assez froide et abstraite de la structure et du fonctionnement du système, s'est progressivement transformé en une présentation assez complète et souvent passionnante de ce que l'on pourrait

Bibliographie sélective

ACDI (1988). Un monde en développement. Document d'orientation. Hull : ACDI, Éditions Jeunesse, Direction générales des affaires publiques, 38 pages.

ANDERSON, Lee (1979). Schooling and citizenship of global age : an exploration of the meaning and significance of global education. Bloomington : Indiana University, Social Studies Development Center, 498 pages.

AQOCI (mai 1983). Le monde à l'envers, v. 1, n° 1-2, 28 pages.

ATELIER SUD-NORD (1986). Ressources pour une éducation à la compréhension internationale. Montréal : Atelier Sud-Nord, 9 cahiers.

BEAUCHESNE, André et al (1986). Promouvoir l'éducation interculturelle et l'éducation internationale. Montréal : Conseil scolaire de l'île de Montréal.

BUREAU INTERNATIONAL D'ÉDUCATION (1969) L'éducation pour la compréhension internationale en tant que partie intégrante des programmes scolaires : recherche d'éducation comparée. Paris : Unesco, 258 pages.

DUMONT-FRENETTE, Paul (1965) La réduction des distances ou l'incompréhension vaincue par la communication. Sainte-Foy, Québec : Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec, 3 feuillets.

ELVIN, Lionel (1979). «International understanding» dans «International Review of Education, v. 25, n° 2-3, pp. 461-476.

KOBUS, Doni Kwolek (1983). «The developing field of global education : a review of the literature» dans Educational Research Quarterly, v. 8, n° 1, pp. 21-28.

LAMY, Steven L. (1983). «Defining global education» dans Educational Research Quarterly, v. 8, n° 1, pp. 9 - 20.

LAWSON, Terence (1960). Education for international understanding : a survey of twelve seminars organized jointly by Unesco Institute for education and the national commissions for Unesco of the host countries. Hambourg : Unesco Institute for education, 92 pages.

MONTALBAULT, André (1984). Les étudiants de niveau collégial du Québec face au sous-développement économique dans le monde : une enquête. Drummondville : CEGEP de Drummondville, 101 pages.

RIST, Gilbert (1988). «Le "développement" est-il rationnel ? Un concept occidental à l'épreuve de la démarche interculturelle» , pp. 107-124 dans OUELLET, Fernand (1988). Pluralisme et école : jalons pour approche critique de la formation interculturelle des éducateurs. Québec : Institut québécois de recherche sur la culture, 617 pages.

UNESCO (1959). L'éducation pour la compréhension internationale : exemples et suggestions à l'usage des maîtres. Paris : Unesco, 133 pages.

(1959). «Les manuels scolaires et la compréhension internationale» dans Revue analytique de l'éducation, 11, no 4-5, Paris, 28 pages.

Le «grand village global»

Objectifs

a) Amener les participantes et participants à réfléchir, à partir de cas concrets, sur l'interdépendance des pays.

b) Esquisser des modes de sensibilisation aux phénomènes mondiaux, à l'usage du milieu scolaire.

c) Sensibiliser au phénomène de la sensibilisation.

Durée : 45 minutes

Groupe visé : Membres du comité de gestion

Matériel requis : Carton, crayons feutre.

Mise en situation

Il est un certain nombre de problèmes dont les répercussions se font sentir à l'échelle de la planète, soulignent ainsi que nous appartenons tous à un même «grand village global». Cependant le milieu scolaire n'est pas toujours assez sensible à cette réalité. Il serait intéressant de voir comment vous, responsables scolaires, vous y prendriez pour transmettre à des groupes déterminés, des messages de sensibilisation à la compréhension internationale. Pour cela, nous vous proposons une activité par équipes qui consiste à créer de tels messages, ce qui ne devrait pas être ardu pour vous qui avez une expérience de communicateurs.

Déroulement de l'activité

a) Formation des équipes (6 équipes de 3 personnes)
b) Par tirage au sort, les équipes sont désignées pour représenter chacune, une catégorie de responsables scolaires. Chaque équipe aura donc un message de sensibilisation à créer en utilisant un support, un moyen spécifique. Ce message sera destiné à un public déterminé, mais portera sur un sujet d'intérêt mondial laissé au choix de l'équipe.
c) Travail en ateliers
d) Présentation des messages et commentaires appréciatifs
e) Bref retour sur l'activité

«Croisade pour une éducation planétaire»

Objectifs

a) Sensibiliser au phénomène de la sensibilisation

b) Sensibiliser à la protection de l'environnement

Durée 60 minutes

Groupe visé Membres du Réseau

Matériel requis Aucun

Mise en situation

Convaincus que nous appartenons tous à un même «grand village global» et conscients des nombreux problèmes qui menacent la qualité de la vie à l'échelle mondiale, vous décidez de participer à une croisade pour une éducation planétaire. Cette croisade qui vise tous les groupes, vous amène aujourd'hui à un village en Abitibi, qui comprend environ 2 000 âmes et que vous devez sensibiliser à la problématique qui vous concerne. Vous disposez de trois moyens:

a) Sillonner en voiture les rues du village en utilisant un porte-voix pour passer votre message.

b) Passer votre message dans la première page du journal local.

c) Rencontrer les habitants à une assemblée sur la grande place du village.

Lequel choisissez-vous ?

Déroulement de l'activité

a) Les participantes et participants font leur choix et se regroupent en équipes.
b) Ils discutent en équipes autour de ces questions:

- Pourquoi ce choix ?
- Est-il conforme au message que je veux transmettre ?
- Prendrais-je le même moyen si j'avais à choisir de nouveau ?

c) Travail en ateliers.
d) Présentation des messages et commentaires appréciatifs.
e) Bref retour sur l'activité.

Ventilation horaire

10 mn a) Mise en place, explication de l'activité

30 mn b) Travail en ateliers

20 mn c) Plénière et bref retour sur l'activité

Objectivation

- Sur quels arguments fondez-vous votre choix ?

- Avez-vous pensé à l'impact du moyen que vous avez retenu sur l'environnement ?

- Le moyen choisi convient-il à l'objectif de sensibilisation visé ?

- Quels sont les principaux éléments dont il faut tenir compte dans une démarche de sensibilisation ?

Niveau(x) d'enseignement : 0 Numéro EDUQ : 9270644
Centre d'intérêt : 950

Volcy, Marc-Yves.

Mini-trousse en éducation au développement : à l'intention des membres du réseau du CEICI / par Marc-Yves Volcy. -- Montréal : Centre d'éducation interculturelle et de compréhension internationale, 1990.
15 pièces ; 28 cm.

Dans un portefeuille. Code : A9091-SESSRES-01-007. Comprend des bibliogr.

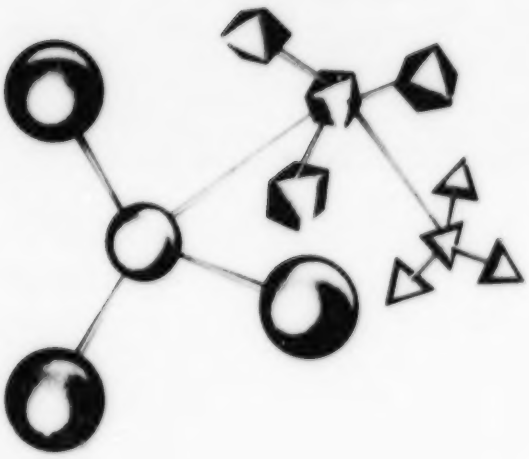
Vedette(s)-secondaire(s) : Centre d'éducation interculturelle et de compréhension internationale

Descripteur(s) : Développement • Bibliographie • Organisme • Activité d'apprentissage • Répertoire • Guide

Identificateur(s) de sujet : Education au développement

L'objectif des mini-trousses est d'instrumenter les multiplicateurs du CEICI pour leurs interventions dans le milieu. La mini-trousse comprend deux grandes parties : un dossier d'information et un dossier d'animation. Le dossier d'information est composé de quatre parties : 1- l'introduction et la présentation du thème; 2- des matériaux pour amorcer la réflexion; 3- des éléments de vocabulaire pour mieux comprendre les notions courantes; 4- quelques ressources comme supports à l'action. Le dossier d'animation présente quelques suggestions d'activités susceptibles d'aider les multiplicateurs dans leur démarche. Un extrait du **Répertoire 1988-89 de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)** fait partie de la trousse.

Type de document :



CÉICI

Centre d'éducation interculturelle
et de compréhension internationale

LETTRE DE LA

francophonie

Sommet mondial pour les enfants

Assurer leur survie pour affronter le troisième millénaire

Sur les 40 000 enfants de moins de cinq ans qui, quotidiennement dans le monde, succombent à quelques maladies courantes et à la malnutrition, 25 000 pourraient être sauvés à faible coût.

C'est à partir de cette constatation que l'Unicef (fonds des Nations unies pour l'enfance) a lancé un appel aux chefs d'État et de gouvernement dont 72 étaient réunis, fin septembre à New York, en un exceptionnel Sommet mondial pour les enfants.

Parmi eux, plusieurs chefs d'État et de gouvernement de la communauté francophone qui, dès leur conférence de Dakar, en mai 1989, avaient décidé *"de soutenir l'idée de réunir un Sommet mondial telle qu'elle a été proposée par l'Unicef dans son rapport de 1989 sur la situation des enfants dans le monde"* (extrait de la résolution n°17).

C'est à l'initiative de six pays, Canada, Égypte, Mali, Mexique, Pakistan et Suède (dont les trois premiers sont membres de l'Agence), que s'est tenue cette conférence au Sommet coprésidée par le premier ministre du Canada, Brian Mulroney, et le président du Mali, Moussa Traoré. Le secrétaire général de l'ACCT, Jean-Louis Roy, avait tenu à se rendre personnellement à la rencontre des Nations-Unies.

Des objectifs pour l'an 2000

L'Unicef a présenté, à l'occasion de la conférence au sommet, le programme que la communauté internationale devrait réaliser d'ici à l'horizon de l'an 2000.

Les objectifs généraux de la prochaine décennie sont les suivants :

- ✔ réduction d'un tiers de la mortalité des moins de cinq ans,
- ✔ réduction de moitié de la mortalité maternelle,
- ✔ réduction de moitié de la malnutrition, sévère ou légère, des enfants de moins de cinq ans,
- ✔ approvisionnement de toutes les familles en eau potable et en systèmes d'assainissement,
- ✔ accès à l'éducation de base pour tous les enfants (80% des 6 à 11 ans devraient pouvoir terminer le cycle primaire),
- ✔ diminution de moitié du taux d'analphabétisme chez les adultes,
- ✔ égalité des chances d'accès à l'éducation pour filles et garçons.

(Suite en page 2)

Détresse

De nombreuses statistiques ont été rendues publiques alors que se déroulait le Sommet mondial pour les enfants. Elles révèlent, qu'à l'échelle planétaire, la situation des enfants sur les plans sanitaire, social et intellectuel est dramatique.

Certes, comme l'indique un rapport de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), environ 70% des enfants du monde, âgés de moins d'un an, sont immunisés contre les principales maladies infantiles. Il n'empêche que la coqueluche, la rougeole, le tétanos, la déshydratation diarrhéique et la diphtérie tuent annuellement 14 millions d'enfants de moins de 5 ans. D'autres maux attendent ceux qui survivent : la malnutrition (40%), l'exploitation par le travail, les mauvais traitements ou la prostitution.

Les Organisations non gouvernementales présentes à New-York pour la Conférence ont dénoncé le sort que connaissent les enfants. L'éducation reste un souci majeur des ONG. La terre compte 900 millions d'analphabètes, dont 100 millions d'enfants non scolarisés. On constate que *"si le taux de scolarisation a doublé, de 1960 à 1975, dans les pays en développement, il a décliné d'un tiers, au cours des seules années 80, dans les 35 pays les moins avancés"*.

Lire en page...

2 | Radios rurales. Journalistes francophones.

3 | Actualités francophones

4 | Afrique : séminaire sur la formation à distance. Rendez-vous.

N° 7 - 15 octobre 1990

Agence de Coopération Culturelle et Technique
Organisation intergouvernementale de la Francophonie

Radios rurales

Au service des populations

En janvier prochain, les populations paysannes de la région de Nan-Dam, au Viêt-nam, entendront les premières émissions d'une toute nouvelle radio, une **radio rurale**...

L'implantation des radios rurales dans l'espace francophone est une idée originale de l'ACCT, adoptée par les chefs d'État et de gouvernement réunis en septembre 1987 à Québec.

Telle que définie par les études réalisées par l'Agence, le Cierro de Ouagadougou (*) et les responsables de radios rurales déjà implantées dans plusieurs pays africains, la radio rurale vise à *"réinventer la participation des paysans aux émissions, mettre au point une école radiophonique auto-éducative où chacun reconnaît son langage et peut mieux se le réapproprier"*.

Un plan sur cinq ans

Les actions de l'Agence seront, dans les prochaines années, mieux planifiées. Les programmations des différentes directions générales seront, en effet, élaborées sur une base quinquennale. Le projet de radio rurale locale en est une illustration (*).

- 1990 : mise en place des radios au **Viêt-nam**.
- 1991 : installation des radios au **Burkina-Faso**; étude et installation des radios en Centrafrique, au **Congo** et au **Zaïre**.
- 1992 : installation des radios en **Guinée**, au **Mali**, au **Niger** et au **Sénégal**.
- 1993 : extension possible du réseau en Afrique centrale, **Cameroun**. Expérimentation au Maghreb.
- 1994 : extension du réseau en Afrique de l'Ouest, **Togo** et **Bénin**, et en Afrique centrale, **Rwanda** et **Burundi**.

(*) Ce plan est susceptible d'être modifié en fonction des besoins exprimés par les États, des budgets disponibles, des études techniques et du développement des projets de l'Agence dans les différents pays membres.

La vocation d'une radio rurale est donc d'être un instrument au service des populations, de les impliquer dans la production des émissions et la gestion de la station. Cet outil de communication favorise les rencontres et les débats entre tous : agriculteurs, éleveurs, femmes, jeunes, etc. Il permet aussi toute sorte de distraction, le passage sur les antennes de musiciens locaux, par exemple.

Les projets sont toujours négociés avec les autorités du pays et à leur demande. Dans tous les cas, les radios rurales doivent répondre à des critères communs :

✔ des émetteurs de faible puissance (200 à 300 watts) permettant de couvrir une zone ne dépassant pas 50 km de diamètre.

✔ une participation active de tous les groupes de la population (une vingtaine de personnes, à temps partiel, est nécessaire pour le fonctionnement).

✔ une programmation axée sur le développement rural intégré.

Il est prévu d'installer quatre radios au Viêt-nam. La prochaine étape de ce projet francophone concerne le Burkina-Faso. Six radios rurales y seront rénovées. Il s'agit de leur fournir un équipement d'énergie solaire afin d'assurer une plus grande autonomie de production.

L'apport francophone à l'intallation de radios rurales intègre également un plan de formation. Ainsi, deux ressortissants de chaque pays bénéficiaire participeront à des séminaires annuels axés sur la technique, la gestion et la programmation.

(*) Cierro : Centre interafricain d'études en radio rurale de Ouagadougou, Burkina-Faso.

Presse francophone

Une centaine de journalistes issus de l'espace francophone ont participé, fin septembre à Trouville (France), aux journées européennes de l'**Union internationale des journalistes et de la presse de langue française** (UIJPLF).

Les débats ont porté sur le développement des grands groupes européens. L'organisation des journalistes francophones a insisté sur la nécessité pour les groupes de presse du Nord de *"s'intéresser et d'investir plus dans les médias des pays du Sud"* dont on connaît les difficultés.

L'UIJPLF est une organisation non gouvernementale qui participe au comité consultatif de l'Agence de coopération culturelle et technique.

UIJPLF : 1, cité Bergère, 75009 Paris (France). Téléphone : (33-1) 47 70 02 80.

Sommet mondial pour les enfants

(Suite de la première page)

✔ protection des millions d'enfants confrontés à des situations difficiles, en raison des guerres notamment;

✔ mise en œuvre et respect, dans tous les pays, de la **Convention relative aux droits de l'enfant**.

L'Agence francophone par ses programmes d'éducation, de sciences et techniques pour le développement, entre autres, est en prise directe avec les objectifs de l'Unicef.

Droits de l'enfant

La question de la ratification de la Convention des droits de l'enfant (signée par 109 pays et ratifiée par 40) a surtout retenu l'attention lors du Sommet pour les enfants (*). Pourtant, comme le fait remarquer James Grant, directeur exécutif de l'Unicef, *"le premier objectif du Sommet était de mettre fin à l'obscénité d'une situation où, chaque jour, (ndlr : du fait de la mortalité infantile) se répète une catastrophe de l'ampleur du tremblement de terre en Arménie"*.

Quant au deuxième objectif, selon le haut fonctionnaire international, il consistait à *"mettre en évidence une série de phénomènes touchant les enfants, trop complexes pour y porter remède au cours d'une réunion, mais qui exigent qu'on leur accorde beaucoup plus d'attention : la drogue, le sida, les effets de la crise de l'endettement sur les enfants, notamment en Amérique latine et en Afrique"*.

S'agissant du sida, les participants au Sommet de l'enfant ont été confrontés avec cette effrayante réalité statistique : *"Dans tous les pays en développement, plus de 10% des femmes enceintes sont infectées par le virus. La mortalité infantile due à ce seul fléau est équivalente à toutes les causes de décès dans les pays développés"*.

(*) La ratification de la Convention des droits de l'enfant achoppe, dans certains pays non-centralisés, sur les dissemblances de législations entre le pouvoir central et les pouvoirs régionaux.

La Lettre de la Francophonie est publiée par l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), 13 quai André-Citroën 75015 Paris. T. (33-1) 45 75 62 41. Télécopie : (33-1) 45 79 14 98. Imprimerie Gutenberg (Versailles). Directeur de la publication : Jean-Louis Roy. Rédaction : Alain Grumberg.

Actualités francophones

ACCT et l'Onu

Profitant de sa présence aux Nations-Unies à l'occasion du Sommet mondial pour les enfants, le secrétaire général de l'ACCT a eu toute une série d'entretiens avec des chefs d'État parmi lesquels celui du **Sénégal**, Abdou Diouf, président en exercice du Sommet francophone, et avec plusieurs ministres des affaires étrangères.

Jean-Louis Roy a également rencontré des responsables de l'Organisation des Nations unies : Antoine Blanca, secrétaire général adjoint et directeur général au développement et à la coopération économique internationale, ainsi que Pierre Claver Damiba, directeur du bureau régional pour l'Afrique au Pnud (programme des Nations unies pour le développement).

Avec toutes ces personnalités, il a été question des perspectives de la coopération au sein de la Francophonie et de la préparation des prochaines conférences ministérielles, celle de la Culture (5 et 6 novembre 1990, à Liège en Belgique) et celle de l'Environnement (avril 1991 à Tunis).

Exposition de livres au Maroc

La Faculté des lettres et des sciences humaines de l'**université Ibnou-Zohr d'Agadir** (Maroc) organise, du 7 au 14 décembre, une vaste exposition de livres francophones (lettres, arts et sciences humaines).

Investir dans l'avenir

C'est le titre d'un ouvrage où Jacques Hallak tente de *"définir les priorités de l'éducation dans le monde en développement"*, co-édité par l'Institut international de planification de l'éducation de l'Unesco et L'Harmattan. L'auteur exhorte les pays du Sud, ainsi que les organisations internationales à *"investir dans des solutions éducatives à long terme afin d'atteindre les buts visés par le développement des ressources humaines"*. Jacques Hallak insiste pour que l'on redonne à l'éducation la haute priorité budgétaire dont elle jouissait dans les années 60 et 70.

(120 F.F. Éditions L'Harmattan, 5-7, rue de l'École Polytechnique, 75005 Paris (France))

Correspondants nationaux

Trois nouveaux correspondants nationaux auprès de l'ACCT sont entrés en fonctions ces derniers jours :

- au **Bénin**, Bienvenu Koudjo, directeur de cabinet au ministère de la Culture, de la Jeunesse et des Sports;
- en **Tunisie**, Hamed Ammar, directeur général de l'Agence tunisienne de coopération technique;
- au **Zaïre**, Mutombo Tshitambwe, directeur et chef du service de la Francophonie au ministère des Affaires étrangères.

L'université Senghor est ouverte

L'Université **internationale de langue française au service du développement africain**, déjà connue sous le nom d'Université Senghor (voir *Lettre* n°1), a ouvert ses portes à Alexandrie d'Égypte, début octobre, à 101 étudiants (on les appelle *auditeurs*) très sévèrement sélectionnés parmi 500 candidats. Soixante-deux de ces universitaires, déjà nantis d'une expérience professionnelle, suivent les cours du département administration-finances-gestion, 18 ceux de nutrition-santé et 21 d'environnement.

Théâtre africain au Burkina Faso

Le 2e **Festival international de théâtre pour le développement** (FITD) a réuni à Ouagadougou (Burkina-Faso), du 28 septembre au 6 octobre, outre des artistes burkinabés, des troupes venues du Bénin, de la Côte-d'Ivoire, du Mali et du Togo. Forum d'échanges, le FITD veut être un instrument artistique de compréhension et de coopération des peuples africains.

Chanson francophone

Un **Dictionnaire des chanteurs** francophones (de 1900 à nos jours) vient de sortir aux éditions du Conseil international de la langue française (*Cilf*). Dans cet ouvrage de 210 pages, Alain-Pierre Noyer a regroupé 900 notices biographiques et 6 000 titres de chansons. Par ses nombreuses références, cet ouvrage constitue une mine de renseignements.

(Cilf, 142 bis, rue de Grenelle, 75007 Paris (France), tél. : (33-1) 47 05 07 93. 150 FF plus 15 FF de frais d'envoi)

Cinéma en Tunisie

Les **13es Journées cinématographiques de Carthage** (Tunisie) se tiendront cette année du 26 octobre au 3 novembre. Les organisateurs ont notamment prévu un panorama du cinéma africain du Sud Sahara.

Publicité en français

C'est à Montréal (Québec) que se tiendra cette année (29 au 31 octobre) le **4e Mondial de la publicité** francophone. La rencontre des publicitaires francophones de l'an dernier à Paris avait rassemblé 500 professionnels venus de 12 pays présenter leurs meilleures réalisations.

Le nouveau conseil d'administration du Mondial de la publicité francophone est composé de représentants de la Belgique, de la Côte-d'Ivoire, de la France, du Maroc, du Québec et de la Suisse.

Palmarès du festival de Namur

Les différents jurys du Festival international du film francophone de Namur (Belgique) ont rendu leur verdict :

- le Bayard d'or du meilleur film a été décerné à *La Fracture du myocarde* de Jacques Fansten, Sylvain Copans et Cécilia Rouaud;
- le Bayard d'or du meilleur comédien revient à Bruno Cremer et celui de la meilleure comédienne à Nelly Borgeaud, Julie Jézequel, Clotilde de Bayser et Laure Marsac pour leur excellente prestation dans *Tumultes* présenté au nom de la Belgique par Bertrand Van Effenterre;
- le prix spécial du jury a couronné la comédie africaine de l'Ivoirien Henri Duparc, *Le sixième doigt*;
- le Bayard d'or du meilleur scénario est allé à *Outremer* de Brigitte Rouan;
- le prix du Meilleur film du Sud, offert par l'Agence de coopération culturelle et technique, a récompensé le Malien Mana Madou Cissé pour *Falato*.

D'autres réalisateurs ont été honorés, Alexandre Adabachian pour *Mado, poste restante*, O. Schatzky pour *Fortune Express*, C. Vincent pour *La discrète*, et Bernard Giraudeau dont le premier film (*L'autre*) a reçu le prix du public (coup de cœur à l'applaudimètre).

L'Afrique et la formation à distance

L'expérience du *Ciffad* au service de tous

Un séminaire international sur la formation à distance en Afrique s'est tenu fin septembre à Arusha en Tanzanie. Près de 60 spécialistes africains et membres d'organisations internationales ont participé à cette réunion organisée par l'Unesco. L'ACCT, très impliquée dans le secteur de l'éducation et de la formation à distance, y a tout naturellement participé. Elle était représentée par le chargé de mission attaché au projet *Ciffad*, consortium international francophone de formation à distance (voir *Lettre* n°4).

Les participants ont souligné la nécessité de développer une coopération tous azimuts : Sud-Sud, c'est-à-dire entre tous les pays déployant des formations à distance, mais également entre les organismes, les réseaux et les associations internationales impliqués dans ce secteur. Plutôt que de créer une nouvelle institution, les spécialistes réunis à Arusha sont convenus de renforcer celles qui existent.

Développer les échanges

Les problèmes que rencontre l'Afrique en matière d'éducation sont connus. Les objectifs sont bien circonscrits : amélioration de la qualité de l'enseignement, perfectionnement des enseignants ainsi que des jeunes et des adultes déjà engagés dans la vie active.

Les besoins sont importants et les responsables africains manifestent de l'intérêt pour tous les moyens de communication, notamment modernes (ordinateurs, téléconférences et satellites), susceptibles de faciliter l'accès à l'éducation de nouvelles populations.

La concertation au niveau du continent a été mise en lumière, particulièrement pour l'échange d'expertise et d'information, la recherche, la production de matériel didactique et la formation de personnels œuvrant en formation à distance.

Il est apparu essentiel de mieux utiliser les ressources humaines disponibles. Le recours à des experts africains, mieux à même d'apprécier les réalités de leurs pays, constitue, par exemple, un choix financièrement plus avantageux que l'emploi d'experts internationaux.

L'intervention du représentant de l'Agence francophone, en confortant les attentes des autres participants, a reçu un bon accueil. "*En utilisant le terme consortium pour définir le Ciffad, organisme créé pour contribuer au développement de la formation à distance dans les pays francophones, les chefs d'Etat et de gouvernement, a-t-il expliqué, ont précisément adopté des objectifs mettant en valeur la participation, l'échange et la mise en commun entre Etats, institutions et organismes de coopération internationale.*"

Son exposé s'est conclu par plusieurs propositions adressées aux spécialistes africains et aux responsables des organisations : préparation d'instruments de travail collectifs, financement commun de projets et constitution d'un groupe de réflexion et de concertation.

Rendez-vous...

26 oct. au 3 nov.	Journées cinématographiques de **Carthage** (Tunisie).
27 oct. au 3 nov.	Salon intern. de l'artisanat de **Ouagadougou** (Burkina).
29 au 31 oct.	Mondial de la publicité francophone à Montréal (Québec).
5 et 6 nov.	Conférence des ministres francophones de la Culture à **Liège**.
5 au 9 nov.	Session de réflexion : espace audiovisuel francophone, son impact sur le dév. des pays du Sud (**EIB/Bordeaux**).
5 au 30 nov.	Session de perfectionnement (SP) : micro-informatique appliquée à la gestion administrative et comptable (**EIB**).
5 au 30 nov.	SP : gestion des archives des administrations (**Maroc/EIB**).
Mi-novembre	Concertation régionale des coordonnateurs nationaux des projets *Pharmacopée et médecine traditionnelle* (**BRL/Lomé**).
12 au 23 nov.	SP : réalisation de projets de petites et moyennes entreprises et industries dans les Caraïbes (**Haïti/EIB**).
12 au 30 nov.	SP : tourisme et dév. dans l'Océan indien (**Seychelles/EIB**).
15 au 20 nov.	Salon du livre de **Montréal** (Québec).
22 au 24 nov.	Réunion du Conseil d'administration de l'Agence de coopération culturelle et technique à **Niamey** (Niger).

Mieux faire connaître artistes et chansonniers francophones

Le monde des festivals de la chanson francophone, organisateurs et professionnels de spectacles (1), s'est retrouvé le 28 septembre dernier, au siège de l'ACCT, pour une réunion de concertation et de prospective.

Cette *première* avait pour objectif de redéfinir la politique d'aide de l'Agence francophone aux différentes manifestations culturelles, souvent estivales, qui se déroulent annuellement, et dont la *Lettre* a largement rendu compte ces derniers mois.

L'ACCT a ainsi présenté son projet de *Tournée francophone de jeunes espoirs de la chanson* destinée à mieux faire connaître les talents méconnus, notamment ceux des pays du Sud. Dans un souci d'efficacité, l'Agence a l'intention de planifier sa participation aux différentes manifestations culturelles en Afrique, en Europe et en Amérique du Nord. Deux ou trois festivals ou événements seront soutenus chaque année, par rotation sur une base biennale ou triennale.

Associer les pays du Sud

Les participants à la réunion ont reconnu l'utilité de cette concertation et souhaité qu'elle s'ouvre sur une véritable coopération multilatérale entre les différents festivals, ainsi qu'avec les techniciens et professionnels du Sud.

Les projets de l'Agence ont reçu un accueil favorable, mais ils méritent un approfondissement. Le secrétariat du Conseil de la chanson francophone (2) et l'ACCT ont été chargés de conduire la réflexion avec les organisateurs et professionnels de spectacles.

---

(1) Étaient notamment présents des représentants des Francofolies de La Rochelle, du Festival international de la chanson de Granby, du Festival international de jazz de Québec, du Festival de Bonsecours de Bruxelles, du Printemps de Saint-Chartres, de la Fondation pour la coopération Afrique-Caraïbes-Pacifique, communauté économique européenne, etc.

(2) Conseil de la chanson francophone, Maison des musiques, 9, rue Paul-Émile Janson, B-1050 Bruxelles (téléphone : (32 2) 537 11 24).

Bordereau de commande - La Semaine du développement international

La première Semaine du développement international se tiendra du 4 au 8 février 1991. Cet événement remplacera désormais la Journée du développement qui se tenait en octobre. La Semaine du développement international est une occasion de réfléchir à l'interdépendance grandissante entre le Canada et les pays en développement ainsi qu'aux autres questions qui motivent les Canadiens à s'intéresser aux nombreuses facettes du développement international.

Voici le matériel que nous mettons sans frais à votre disposition pour organiser vos propres activités de la Semaine du développement international. Nous serions reconnaissants aux enseignants d'une même école de se regrouper et d'utiliser un seul bordereau de commande.

1) Guide d'activités

Cette brochure est destinée aux éducateurs ou animateurs de groupes qui désirent sensibiliser les jeunes ou les membres de leurs groupes au développement international. Les activités sont réparties selon les trois groupes d'âge suivants: 6 à 11 ans, 12 à 17 ans, et adultes.
Bilingue, tête-bêche.

2) Dépliant

Ce prospectus est une introduction à la première Semaine du développement international.
Bilingue, tête-bêche.

3) Affiche

Recto-verso, français-anglais
* Format : 43.2 x 62.9 cm.

4) Auto-collant

Bilingue.

5) Signet

Bilingue.

Quantités à commander

Guide d'activités .....
Dépliant .....
Affiche .....
Auto-collant .....
Signet .....

Nous vous saurions gré de nous faire savoir comment vous comptez utiliser ce matériel :

_____

_____

_____

_____

_____

_____

_____

NOTEZ BIEN : *Ce matériel vous parviendra après le 14 janvier 1991. Les quantités disponibles étant limitées, nous nous réservons le droit de restreindre certaines commandes. Nous ne pourrons malheureusement répondre aux demandes qui nous parviendront après le 18 janvier 1991.*

Prière d'expédier le matériel à l'attention de :

_____
Nom de la personne-ressource

_____
Téléphone

_____
Nom de l'école ou de l'organisation

_____
Adresse et n° de la pièce (PAS de boîte postale)

_____
Ville

_____ ☐☐☐ ☐☐☐
Province Code postal

IMPORTANT : *veuillez S.V.P. nous informer de tout changement à apporter à l'étiquette-adresse.*

Veuillez adresser votre demande à :

Première Semaine du développement international
Groupe Communication Canada
Division de l'édition
Exécution des commandes
Ottawa (Ontario)
K1A 0S9

Agence canadienne de développement international | Canadian International Development Agency

Canada